



Agir ensemble dans le Clunisois

Communauté de communes du Clunisois

Diagnostic d'engagement et propositions
dans le cadre de la démarche « Territoires
d'engagement »

Mars 2022

Sommaire

6	INTRODUCTION		
6	Vers une démarche contributive		
6	L'engagement et le territoire		
7	En Clunisois		
8	La démarche		
9	> Liste des personnes rencontrées		
10	> Quelques repères de vocabulaire		
11	> Bénévoles, militants et professionnels de l'engagement		
12	> La communauté du Clunisois en quelques chiffres		
14	1. L'ENGAGEMENT DANS LE CLUNISOIS		
15	Mesurer et apprécier l'engagement associatif dans le Clunisois		
16	> L'engagement associatif dans le Clunisois : qui ? quoi ou pour quoi ?		
20	> Ancrage local et « profondeur » de l'engagement associatif		
26	> Engagée par profession		
27	> Prolonger l'engagement professionnel avec la retraite		
28	> L'héritage de l'éducation populaire en milieu rural		
29	> Engagement et militantisme paysan		
30	Génération de « néo- » : les idéaux au travail		
34	> Le marché de producteurs de Donzy-le-National		
35	> L'association de chasse : un signal de néo-ruralité aussi		
35	> L'engagement est un tout		
36	> Le « Colocaterre », espace de coworking de Massilly		
38	Un territoire, des institutions et des réseaux		
39	> La communauté de Taizé		
41	> Le Saint du Saint		
42	> Les incontournables Gadzarts		
43	> Les Restos du Coeur		
44	> Dedans - dehors		
		46	L'écosystème de l'engagement (première synthèse)
		50	2. ECLAIRER LES BORDS
		51	Le Clunisois ne se transforme pas partout d'un même pas
		56	> Quand le village change
		57	Renouveau de l'engagement ?
		59	> Militants du vélo
		60	> Les artistes
		62	> L'entrepreneur engagé
		64	3. A L'ARTICULATION ENTRE ACTION COLLECTIVE ET ACTION PUBLIQUE
		65	Passeurs et passages
		67	> C'est de famille
		68	> Dépositaire du patrimoine
		70	> Le technicien militant
		71	> Apporter une expertise
		72	> Aller voir ailleurs
		73	Premières propositions
		73	> Faire circuler les énergies, favoriser la mise en réseau
		77	> Vers une reconnaissance territoriale du bénévolat ?
		78	> La médiation : une capacité, un apprentissage
		81	SYNTHESE - L'ENGAGEMENT DANS LE CLUNISOIS : ATOUS, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS, MENACES

INTRODUCTION

« Territoires d'engagement » est une démarche expérimentale proposée par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) à cinq premiers territoires volontaires en France, parmi lesquels la Communauté de communes du Clunisois (CCC).



© strateact

Vers une démocratie contributive

La visée globale de cette démarche est d'accompagner et de renforcer l'implication citoyenne dans ce qu'on pourrait appeler la « démocratie contributive », c'est-à-dire **une démocratie qui n'accueille pas seulement l'avis citoyen, mais aussi l'action citoyenne**. Si la démocratie participative consiste à élargir le débat de la décision (de la conception à l'amont, à l'évaluation à l'aval) en y accueillant la « maîtrise d'usage » aux côtés des classiques maîtrise d'ouvrage (les élus) et maîtrise d'œuvre (les techniciens), la démocratie contributive peut être définie comme ce qui consiste à **élargir le champ de l'action en faveur d'intérêts communs**.

La raison de cet élargissement est double. Des citoyens, des habitants s'engagent et s'organisent pour produire des solutions à leurs besoins individuels et collectifs de tous ordres, et sortent alors de leur statut « d'administrés » pour entrer pleinement dans celui de producteurs d'intérêts communs. Il faut donc en tenir compte. Quant à l'action publique, celle qui relève de la responsabilité des institutions publiques, territoriales ou non, elle ne peut pas tout faire aux attentes sociales, elle n'a pas la capacité d'étendre sans limite son pouvoir d'action. Il faut donc la relayer, la prolonger, la compléter par la précédente.

La démarche « Territoires d'engagement » est fondée sur la **reconnaissance des capacités de l'action collective, aux côtés de l'action publique**. La première relève de l'engagement citoyen et/ou habitant, la seconde des pouvoirs publics qui agissent en leur nom. L'enjeu est qu'en ces temps de montée de l'aspiration à l'action collective, et de désenchantement à l'égard de l'action publique, la première ne se déploie pas en alternative à la seconde, mais qu'au contraire l'une et l'autre se combinent et s'épaulent.

L'engagement et le territoire

Qu'est-ce que l'engagement ? C'est un des objectifs du présent diagnostic que d'apporter une réponse concrète et propre au Clunisois à cette première question. Disons pour commencer qu'il y a **engagement dès lors que l'individu accepte de consacrer des efforts à quelque chose qui dépasse son strict intérêt personnel**. Les motifs et les échelles peuvent en être extrêmement variés. Entre l'intérêt personnel ou privé, l'intérêt collectif ou commun, l'intérêt

public, et l'intérêt général, il y a tout un continuum de motivations qui invite très vite à dépasser l'opposition simpliste entre public et privé, ou l'invocation passe-partout de « l'intérêt général ». L'enquête de terrain montrera la richesse et la diversité des engagements à prendre en compte dans une démocratie contributive.

L'engagement dans le territoire est-il un engagement pour le territoire ? L'habitant ou le citoyen s'engage là où il vit, d'abord localement. Mais les **réseaux d'engagement, de militantisme, de projet, de solidarité, peuvent être au moins aussi importants que le territoire lui-même**, et le débordent de beaucoup. Des engagements locaux peuvent prendre un sens très global. L'engagement ne ramène pas forcément au territoire en tant que cadre local de vie.

Cependant, le territoire est le sujet commun évident entre action collective et action publique. C'est par lui que ces deux logiques d'action peuvent se reconnaître, se respecter, s'entremêler, converger. A la liste des intérêts (privé, public, commun, général) s'ajoute alors l'intérêt territorial, qui est une construction à laquelle l'engagement citoyen et habitant contribue aussi.

En Clunisois

Le Clunisois est à la fois un territoire typique, emblématique de l'importance de l'engagement citoyen et habitant et de la nécessité de le prendre en compte dans l'intérêt territorial, et un territoire très particulier, voire unique en son genre, du fait de l'histoire de sa ville-centre et de la puissance des réseaux d'engagement de très grande portée qui le caractérisent.

C'est un **territoire rural et agricole**, de faible et très faible densité, où se tissent depuis quatre ou cinq décennies de nombreuses histoires individuelles de néo-ruraux (ou de ruraux venus d'autres horizons) qui ont choisi ce territoire pour précisément y engager leurs choix, portés par des idéaux divers qui vont bien au-delà de la seule quête d'un confort domestique. Cela n'est pas propre au Clunisois et peut se lire dans de nombreux territoires ruraux en France qui ont été un moment de leur histoire en position de marges, de la Dordogne aux départements sud-alpins, en passant par les franges du Massif central, le piémont pyrénéen, etc.

Mais c'est aussi un **territoire depuis longtemps international, très ouvert sur le monde**, d'abord par l'abbaye et l'ordre auxquels Cluny a donné son nom ; ensuite par l'implantation des Arts et Métiers en 1901 qui fait de cette tête de réseau d'un des ordres monacaux jadis les plus puissants en Europe également la plus petite des villes universitaires de France ; aujourd'hui par sa position dans les réseaux de transport à grande vitesse, avec une gare TGV à 30 minutes et un aéroport international à une heure de route. D'autres organismes, comme le haras national (1807) ou l'antenne du Centre des Monuments Nationaux, complètent cette dimension paradoxale d'une petite ville (5 000 habitants) aux ancrages élitaires et culturels dynamiques.

Le mariage d'une ruralité discrète, très attachée à ses quelques fondamentaux (élevage, foresterie, viticulture, patrimoine résidentiel des villages), et d'une petite ville qui est née comme une tête de réseau spirituel et culturel, et qui l'est demeurée peu ou prou depuis un millénaire, peut-il faire **une communauté de destin et de projet** ? C'est aussi un des enjeux de « Territoires d'engagement » que d'apprécier comment la remobilisation des engagés de tous ordres et l'intensification des relations entre eux et l'institution communautaire pourraient concourir à renforcer cette communauté et à nourrir son projet.



La démarche

A ce contexte territorial s'ajoute un contexte conjoncturel : le lancement de « Territoires d'engagement » s'est fait à peu près au sortir du premier confinement national lié à la crise pandémique, dont on sait les conséquences sur la vie sociale en général, donc sur l'engagement, les projets, les activités collectives, les rencontres, etc. **L'après-COVID soulève de nouvelles questions, ou accentue celles qu'on pouvait déjà se poser avant la crise.** L'engagement n'est pas un long fleuve tranquille.

C'est pourquoi nous avons pris le parti de partir des personnes, de leurs engagements respectifs, de leur histoire singulière et de leur trajectoire. **42 témoignages**, souvent intimes, ont ainsi été récoltés, à Cluny et dans d'autres communes du territoire, dans les associations ou au domicile des personnes qui nous ont chaleureusement accueillis, entre septembre 2021 et février 2022. Tout engagement est d'abord une histoire : nous avons été attentifs à les écouter, dans leur diversité.

Ces histoires racontent un diagnostic résolument subjectif, probablement incomplet, mais d'abord humain. Nous le restituons dans les deux premières parties du présent rapport, avant de déboucher sur des premières propositions pour une politique territoriale de l'engagement.

- **La première partie installe la connaissance sur l'engagement dans le Clunisois**, son ampleur, ses motifs, ses modalités, ses dispositifs, ses dynamiques.
- **La deuxième partie « éclaire les bords »**, là où l'engagement peine, fait défaut, ou prend de nouvelles formes qui réinterrogent les rapports entre individus et collectifs.
- **La troisième partie se place à l'articulation entre action collective et politique publique**, c'est-à-dire en pratique entre le ou les monde(s) des engagé.e.s et l'institution communautaire.

> Liste des personnes rencontrées

Le 4 septembre 2021 :

- ◊ Pierre-Alain Billardon, Place des Associations
- ◊ Edith Bonnet, Présidente régionale d'Accueil paysan
- ◊ Jean-Luc Delpeuch, Président de la CC du Clunisois

Les 3 et 4 novembre 2021 :

- ◊ Anne Auclair, Le CLER
- ◊ Catherine Bonnetain, Présidente de la Croix Rouge Unité locale de Cluny
- ◊ Rachel Champanay, Elise Ladeveze et Marie Duranel, marché de producteurs de Donzy le National
- ◊ Valérie Daubard, Association le Pont
- ◊ Marie Fauvet, Maire de Cluny
- ◊ Frère Hervé, Communauté de Taizé
- ◊ Pierre Nugues, Maire de Château
- ◊ Raphaël Saint-Jean, Trésorier de la société de chasse La Garenne à Château
- ◊ Chantal Tramoy, Association du Bus Marguerite, Foyers Ruraux Grand Secteur

Les 6 et 7 décembre 2021 :

- ◊ Francis Bacque, Responsable du centre des Restos du Cœur de Cluny
- ◊ Marie Bonnot et Pierre Levin, La vie-cyclette
- ◊ Yoann Cotte, Directeur de la société Voyages Clunyois
- ◊ Paul Dupas, Directeur du pôle aménagement, CC du Clunisois
- ◊ Thomas Filiatre, Solagro
- ◊ Mylène Galimi, Médiatrice sociale, CC du Clunisois
- ◊ Angèle Launay, architecte, doctorante en CIFRE, CC du Clunisois
- ◊ Christophe Parrat, agriculteur, Maire de Bonnay, vice-président de la CC du Clunisois
- ◊ Camille Prat, Johanne Rod, Elodie Patrice, Céline Nassir, occupantes du Colocaterre, espace de coworking de Massilly
- ◊ Evelyne Porcher, Centrales villageoises
- ◊ Aline Vue, VP Climat et énergies, CC du Clunisois

Les 18 et 19 janvier 2022 :

- ◊ Martie-Thérèse Gérard, Maire de Saint-Martin-de-Salorney
- ◊ Yves Durand, Président, Henri Belouze, Martine Lafond, APVLC (Association de protection du Val Lamartinien et du site de Cluny)
- ◊ Michel Jauzein, Directeur du campus de Cluny de l'ENSAM
- ◊ Edith Legrand, Maire de Bergesserin
- ◊ Bruno Marguery, président des Amis de Cluny et président des Amis du musée d'art et d'archéologie de Cluny
- ◊ Claude Ranque, Gadzarts et président de l'association historique clunisoise des Arts et Métiers (AHCLAM)
- ◊ Sabrina Snow, compagnie Equinoctis ; Renata Kaprinyàk, compagnie Substance ; Elise.

Quelques repères de vocabulaire

Démocratie : participative / contributive ?

La participation est généralement conçue comme une invitation faite aux citoyens de se rapprocher de la chose publique, pour s'informer, donner leur avis, peser sur une décision, intervenir dans le débat, proposer des idées. Elle est considérée comme complémentaire de la démocratie représentative, à travers laquelle les citoyens mandatent celles et ceux qui doivent agir en leur nom.

Mais les citoyens et les habitants agissent aussi, indépendamment du cadre précédent. Ils prennent des initiatives, animent leurs propres cadres d'intervention, produisent des solutions collectives plus ou moins autonomes. Ce faisant ils contribuent aussi à la chose publique, avec une légitimité qui ne relève pas des institutions politiques, mais qui se formule de plus en plus clairement à travers la notion d'intérêt ou de biens communs.

Intérêt : commun / public / général ?

Quelques habitants qui se réunissent pour faire vivre de leur propre initiative un lieu d'accueil, d'échanges et de ressources dans un village qui en est dépourvu, servent-ils leur intérêt commun, l'intérêt public de la commune, ou l'intérêt général de la ruralité ?

Un exploitant agricole qui combine son activité économique avec un projet d'insertion par l'emploi, d'accueil de personnes fragiles, et qui développe les circuits courts alimentaires en lien avec la restauration scolaire de sa commune, agit au nom de quels intérêts ?

Un juriste répondra en fonction du statut des ressources mobilisées. S'il s'agit de ressources privées mises en commun, on peut parler de biens ou d'intérêts communs. S'il s'agit de ressources d'une collectivité locale : de biens ou d'intérêts publics. S'il s'agit des ressources de la Nation : d'intérêt général, notamment parce qu'il doit pouvoir prendre le dessus sur les précédents si nécessaire. Le Clunisois en sait quelque chose avec la LGV qui le traverse depuis 1981.

Engagement : territoire / réseau ?

Tout est question d'échelle, très fine pour les intérêts et biens communs, familiers au monde rural ; un peu plus large pour les intérêts et biens publics, ceux des différentes collectivités locales ; englobant avec l'intérêt général qui surplombe tout. L'intérêt territorial, c'est une délicate combinaison de tous ces intérêts, qui peuvent entrer en contradiction.

Mais ce n'est pas tout : il y a aussi des réseaux d'intérêts communs, et l'ordre clunisien en est un puissant et vénérable exemple, parmi beaucoup d'autres. La ressource mobilisée alors, c'est ce qui circule dans le réseau : des connaissances, des savoirs, des capitaux, de la confiance, de l'entraide, des projets, des idées. Puissantes ressources pour l'engagement aujourd'hui !

Pour apprécier l'engagement dans un territoire, il ne faut donc pas penser que... territoire ! Mais aussi réseaux, voisins et lointains.

Bénévoles, militants et professionnels de l'engagement

La définition du bénévolat comporte trois éléments clés : un **engagement libre et volontaire**, une action **non rémunérée** et **en direction d'une tierce personne**. La non-rémunération des activités de bénévolat distingue le bénévolat du travail, et la direction de l'action envers autrui le distingue du loisir. Le temps de bénévolat occupe une place spécifique, entre le temps libéré du travail et le temps du loisir. Les motivations des bénévoles sont multiples : valeurs de solidarité, se sentir utile, citoyenneté, recherche de lien social, convivialité, rencontres, etc.

Le bénévolat constitue le socle indispensable à la vie associative, il est sa ressource productive. Sans bénévoles, les associations peinent à maintenir une activité. Aujourd'hui, nombreux sont les témoignages qui soulignent une érosion du bénévolat, même dans le Clunisois où la dynamique associative est pourtant florissante depuis plusieurs décennies.

Ce que l'on remarque aujourd'hui c'est surtout un **changement dans les pratiques**. D'une part les retraités sont moins présents car aujourd'hui beaucoup plus mobiles. Ils étaient la clé de voûte de l'organisation de nombreuses associations, mais l'évolution des modes de vie impacte leur engagement bénévole : toujours présent, leur engagement est moins inscrit dans le temps long. Globalement, les associations remarquent davantage de « zapping associatif », l'engagement est aujourd'hui multidimensionnel, les bénévoles sont inscrits dans plusieurs structures, certaines plus ludiques et d'autres plus caritatives. Pour les associations, cela peut affecter leur activité du fait d'une incertitude constante quant à leur capacité à mobiliser leurs bénévoles lors des actions.

La pratique du bénévolat tend également à **se professionnaliser** avec le développement d'un bénévolat de compétences. Les charges administratives étant de plus en plus lourdes, si les bénévoles ne sont pas formés, ils rencontrent des difficultés à assurer la viabilité économique de leurs associations et doivent s'appuyer sur les compétences des institutions publiques. Apparaissent aussi des emplois motivés par l'engagement bénévole, mais qui sortent du principe de non-rémunération, notamment dans le secteur social, au bénéfice du maintien de l'action ou l'engagement concerné. De plus en plus de personnes quittent leur emploi classique pour s'engager dans ce nouveau rapport à l'activité, dans lequel elles trouvent plus de sens, même si leur rémunération diminue généralement. La frontière entre bénévolat et travail devient de plus en plus floue.

Bibliographie :

Denis Bernardeau, « Professionnalisation des bénévoles : compétences et référentiels », *SociologieS*, mise en ligne le 13 mars 2018. <https://journals.openedition.org/sociologies/6758>

Estelle Durand, « Le bénévolat, un temps social au service de la solidarité », *Revue Internationale de l'Economie Sociale*, n° 302, 2006. http://www.recma.org/sites/default/files/302_083090.pdf

La communauté du Clunisois en quelques chiffres

- **42 communes** réunies pour 26 d'entre elles depuis la loi « Administration du Territoire de la République » de 1992, et pour les autres depuis plus récemment, suite à la loi « Nouvelle Organisation du Territoire de la République » de 2015. Au total, la communauté actuelle est encore jeune, pas totalement soudée.
- **Près de 14 000 habitants**, une population en légère croissance depuis 1990 grâce à un solde migratoire continuellement positif depuis cette date. Mais en vieillissement également continu : **1,5 habitant de 65 ans et plus pour un habitant de 20 ans et moins** (contre 1 pour 1 en région Bourgogne Franche Comté).
- **Un tiers de la population vit à Cluny**, les deux-tiers dans des villages de 20 à 600 habitants, souvent organisés en plusieurs sites ou hameaux, dont trois petits centres de proximité : Salornay-sur-Guye au centre, La Guiche à l'ouest et Joncy au nord.
- **Plus de deux fois plus d'associations par habitant que dans le reste de la France**, et presque deux fois plus que dans le reste de la Bourgogne Franche-Comté.
- **580 étudiants** en enseignement supérieur, tous à Cluny, soit une part de la population communale de près de 12 %, équivalente à celle des grandes villes universitaires.
- **Un taux de pauvreté de 11,2 %** (taux de ménages en dessous de 60 % du seuil de revenu médian en 2018). Plus faible que celui des voisins à l'est (Mâconnais-Beaujolais Agglomération : 13,9 %, Mâconnais-Tournugeois : 11,7 %), à l'ouest (Grand Charolais : 13,4 %), au nord (Le Creusot Montceau-les-Mines : 14,2 %), et au sud (St-Cyr-Mère-Boitier : 12,5 %) mais plus fort que celui de Sud Côte Chalonnaise (9,5 %) et d'Entre Saône et Grosne (9,6 %).
- **Deux ménages sur cinq d'une seule personne**, mais près d'un sur deux à Cluny même, et jusqu'à deux sur trois à Chériset, la plus petite des communes du Clunisois.
- **40 % de retraités** (35 % en Saône-et-Loire, 31 % en Bourgogne Franche-Comté, 27 % en France), et jusqu'à 80 % à St-Ythaire.
- **27,2 % des actifs employés travaillent à plus de 30min de leur lieu de résidence** (contre 19,6 % pour l'ensemble de la Saône-et-Loire)
- **La meilleure parité de taux d'emploi** de tout le département, légèrement en faveur des femmes (2 points de % en plus), alors que ce taux est de 4 à 6 points de % plus fort pour les hommes partout ailleurs.
- **219 exploitations agricoles** dont la production brute est estimée à au moins 25 000 € chacune (chiffres 2010), ce qui est **moins que dans les communautés voisines comparables** (Grand Charolais : 579 ; Sud Côte Chalonnaise : 249 ; Mâconnais Beaujolais Agglomération : 683 ; CU Le Creusot-Montceau-les-Mines : 347)



1. L'ENGAGEMENT DANS LE CLUNISOIS

Nous proposons d'apprécier le phénomène social de l'engagement dans le Clunisois à partir de trois points de vue :

> **L'engagement associatif** dans toute sa diversité, avec le bénévolat qui le fait vivre

> **La néo-ruralité**, en ce qu'elle raconte l'arrivée (ou le retour) de nouveaux habitants, parfois porteurs de projets transformateurs pour eux-mêmes en même temps que pour le territoire

> **Les institutions et leurs réseaux**, particulièrement forts et internationalisés dans le Clunisois, qui contribuent à une « atmosphère d'engagement » bien spécifique à cette petite terre de Bourgogne.

Ces trois approches seront nourries de **14 premiers « portraits d'engagé.e.s. »**, et déboucheront sur une première interprétation de « l'écosystème de l'engagement » dans le Clunisois.

Mesurer et apprécier l'engagement associatif dans le Clunisois

Dès notre première immersion dans le cadre de la mission, nous sommes allés à la rencontre de Pierre-Alain Billardon. Lors du Forum des associations, le 4 septembre 2021 à Cluny, cet enfant du pays, qui a étudié à Lyon et Orléans, aujourd'hui chargé de projets numériques en lien avec des problématiques sociales au Département, nous a fait part de sa passion pour le monde associatif, son dynamisme exceptionnel dans le Clunisois (avec 900 associations, dont 700 actives et 300 rien qu'à Cluny), qui semble être une des « signatures » du territoire, dans le domaine du sport notamment¹. Il fait partie du club de foot de Cluny : s'il n'y joue pas, il y voit un vecteur de sociabilité et d'animation locale permettant de transmettre certaines valeurs aux jeunes, une « école de la vie et du respect » en quelque sorte.

Pendant le 2ème confinement, Pierre-Alain a créé à ses heures perdues, de manière totalement bénévole, profitant de ses soirées de couvre-feu, le site Place des associations qui référence toutes les associations du Clunisois : <https://associations.clunisois.fr/?clunisois>. Chaque association y a sa fiche descriptive, est géolocalisée (carte interactive), peut mettre en avant les événements qu'elle organise (agenda), publier et répondre à de



petites annonces... Un rubriquage des associations est proposé, reprenant la catégorisation du RNA² selon les thématiques couvertes et causes défendues (annuaire). Une boîte à outils est également proposée, afin de fournir une aide aux associations dans leurs démarches administratives. Pierre-Alain Billardon a présenté Place des associations aux élus de la ComCom au cours de l'hiver 2020 et ces derniers ont tous manifesté leur intérêt pour l'initiative. Néanmoins, Pierre-Alain considère que cet outil développé « par un bénévole pour les bénévoles » doit le rester, une « récupération » par la ComCom ne serait pour lui pas souhaitable. A propos du bénévolat, il nous a confié entendre ici et ailleurs, dans le monde associatif clunisois, que les structures peinent à trouver de (nouveaux) bénévoles, à renouveler leurs instances et cadres/dirigeants.

C'est au cours de ce premier échange qu'est née l'idée de construire ensemble une **enquête sur le bénévolat**. Nous avons conçu un questionnaire, diffusé sur le site Place des associations, permettant de donner à voir les profils de bénévoles dans le Clunisois, d'en approcher la

¹ Il a publié plusieurs articles sur l'histoire associative du Clunisois, s'appuyant notamment sur la consultation des archives. Il est très intéressé par l'histoire locale de l'engagement, qu'il soit social, associatif, syndical, comme militant... Voir notamment : <https://www.clunisois.fr/2021/09/01/presque-120-ans-de-mouvement-associatif-en-clunisois/>

² Le RNA ou Répertoire National des Associations est le fichier national recensant l'ensemble des informations sur les associations : <https://www.associations.gouv.fr/le-rna-repertoire-national-des-associations.html>

sociologie et de recueillir des témoignages sur « l'état » de l'engagement associatif aujourd'hui dans le territoire, ses « raisons » et évolutions plus ou moins récentes. Lancée en décembre 2021 et clôturée fin janvier 2022, l'enquête a recueilli **près de 200 réponses** (182 pour être exact). D'un commun accord, nous avons choisi de réaliser des **analyses complémentaires** de ces réponses. Pierre-Alain s'est concentré sur les deux populations qui ont répondu au questionnaire : les dirigeants bénévoles d'association (et membres actifs) d'une part, les adhérents d'autre part. En traitant les réponses apportées à chaque grande famille de questions, il a pu faire ressortir des profils-types et des enjeux qui posent la question des nouvelles formes de l'engagement associatif. Son analyse, fort riche, est restituée dans l'article qu'il a publié le 22 février sur le site *Place des associations* : <https://www.clunisois.fr/2022/02/22/enquete-les-benevoles-du-clunisois-a-la-loupe/>. De notre côté, nous nous sommes attachés à croiser les champs, pour tenter d'apprécier certaines dynamiques de l'engagement associatif clunisois. Nous présentons dans le cadre du présent diagnostic les principaux résultats de notre analyse³.

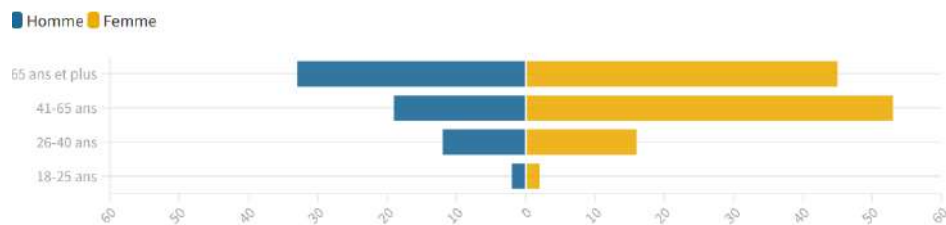
> L'engagement associatif dans le Clunisois : qui ? quoi ou pour quoi ?

Premier enseignement, parmi les répondants, qu'il s'agisse de dirigeants d'association comme de bénévoles/adhérents, **les femmes sont prépondérantes** (116 pour 66 hommes), elles représentent près du double des hommes.

Si l'on croise la tranche d'âge et le sexe, on observe que les répondants sont :

- surtout des femmes de 41-65 ans ;
- ensuite des femmes de 65 ans et plus ;
- puis des hommes de 65 ans et plus ;
- suivent les hommes de 41-65 ans et les femmes de 26-40 ans ;
- et enfin les femmes et les hommes de 18-25 ans.

Répartition des répondants par tranche d'âge et par sexe



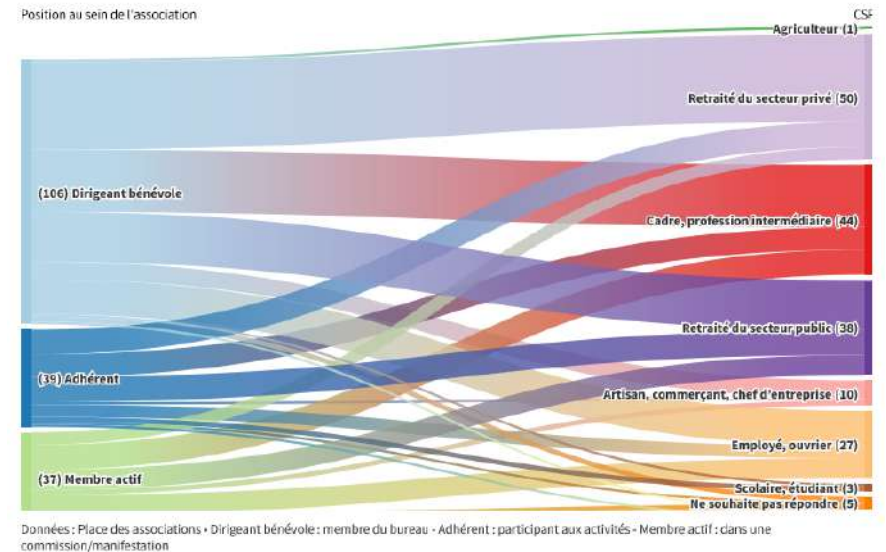
Données : Place des associations

³ Pour ce travail, l'équipe Acadie a mobilisé les compétences en analyse quantitative de Valentin Guichard, actuellement alternant à la coopérative conseil et étudiant en M2 de géomatique à l'Université de Cergy.

Si l'on croise la **position** au sein de l'association principale et la **catégorie socio-professionnelle**, plusieurs caractéristiques de l'échantillon de répondants sont mises en exergue :

- ◊ les répondants sont en grande majorité des **dirigeants bénévoles** d'association ;
- ◊ parmi eux, on retrouve principalement des **retraités du secteur privé**, ensuite des **cadres et professions intermédiaires**, puis des **retraités du secteur public**. Viennent ensuite les employés et ouvriers, suivis des artisans, commerçants et chefs d'entreprise ;
- ◊ la population des **adhérents** paraît plus diversifiée en termes de CSP. Cependant, si on les réunit, les **retraités** des secteurs public et privé prédominent largement, suivis par les cadres et professions intermédiaires, puis par les employés et ouvriers ;
- ◊ les **scolaires et étudiants** sont plus nombreux du côté des adhérents que des dirigeants bénévoles ;
- ◊ parmi les « **membres actifs** », on retrouve d'abord des cadres et professions intermédiaires, ensuite des retraités du secteur public et des employés et ouvriers.

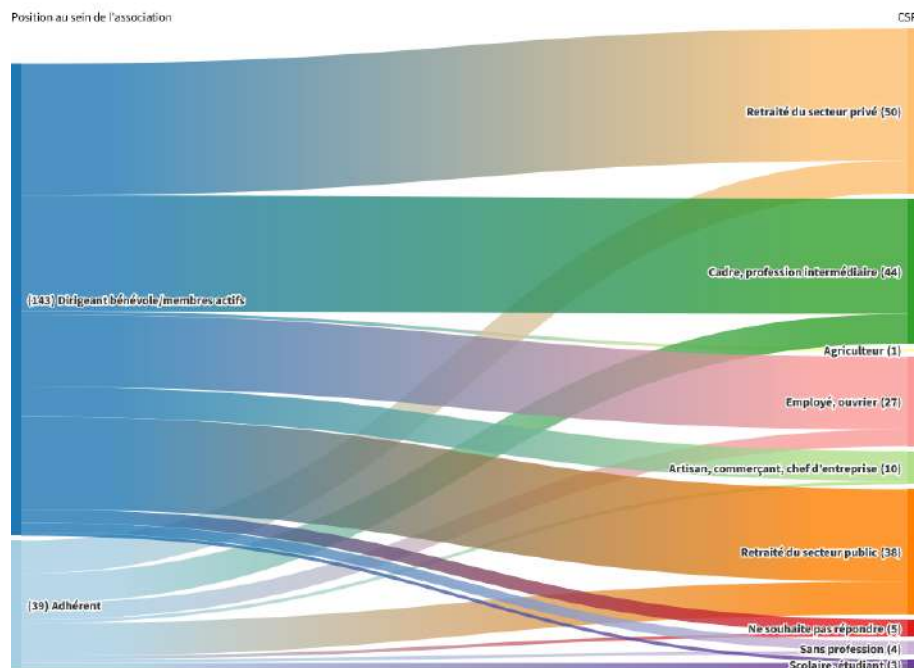
Relation entre la position au sein de l'association et la CSP



Données : Place des associations • Dirigeant bénévole : membre du bureau • Adhérent : participant aux activités • Membre actif : dans une commission/manifestation

Pour poursuivre le travail de caractérisation des bénévoles qui ont répondu au questionnaire, on peut réunir les dirigeants bénévoles et les membres actifs, qui recourent bien souvent les mêmes populations de bénévoles. Ainsi, il est possible de qualifier la CSP des répondants divisés en deux groupes : les dirigeants bénévoles et membres actifs d'un côté, les adhérents de l'autre. Les **cadres et professions intermédiaires** de notre échantillon sont très majoritairement **dirigeants bénévoles et membres actifs**, dans une bien moindre mesure adhérents. Dans des proportions similaires, les **artisans, commerçants et chefs d'entreprise** de notre échantillon sont très majoritairement **dirigeants bénévoles et membres actifs**, tandis que la part des adhérents parmi eux est faible, et il en est de même chez les **employés et ouvriers** qui ont répondu à l'enquête. Si l'on se concentre sur les retraités, du secteur privé comme du secteur public, ils sont eux aussi plus souvent dirigeants bénévoles et membres actifs qu'adhérents, mais si l'on y regarde de plus près, dans notre échantillon, les **adhérents** sont plus souvent des **retraités du secteur public** que du secteur privé.

Relation entre la position au sein de l'association et la CSP

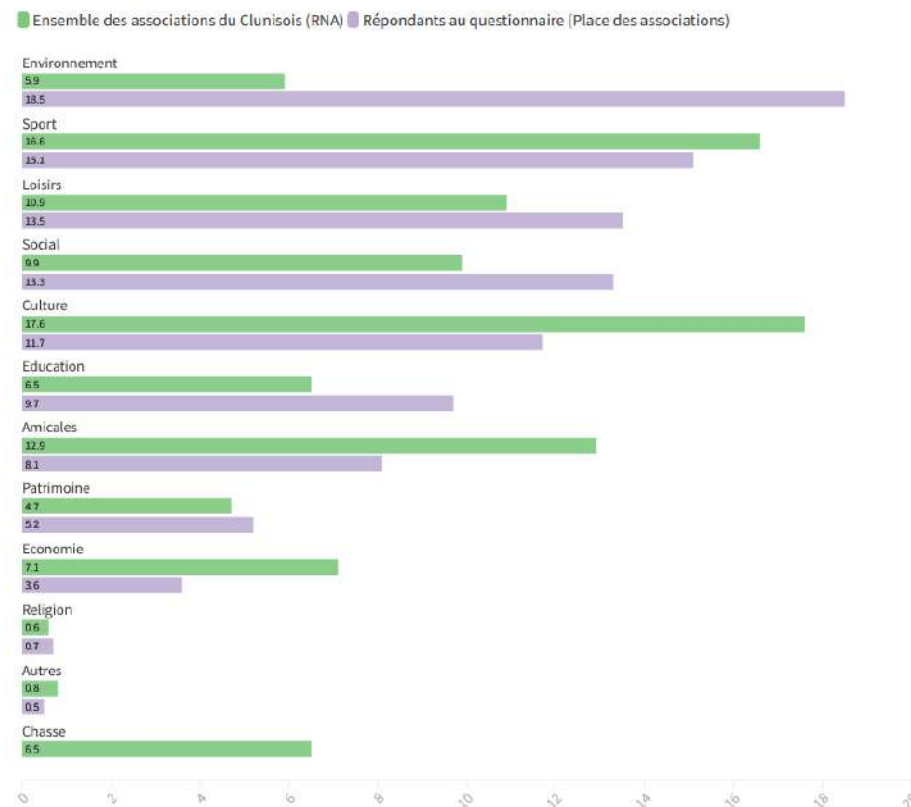


Données : Place des associations - Dirigeant bénévole : membre du bureau - Adhérent : participant aux activités - Membre actif : dans une commission/manifestation

Enfin, si l'on considère les **thèmes et causes** qui ressortent le plus parmi les associations dont sont membres les répondants de l'enquête, on relève le **trio de tête** suivant : **l'environnement** se place incontestablement sur la première marche du podium (alors que le Clunisois compte surtout des associations culturelles et sportives numériquement parlant), le **sport** sur la deuxième, les **loisirs** sur la troisième. Viennent ensuite les **problématiques sociales**, la **culture** puis **l'éducation**. Les **amicales**, le **patrimoine** et **l'économie** forment le troisième et dernier « trio ». La dernière thématique représentée dans notre échantillon est la **religion**. Il est à noter que la **chasse**, alors qu'elle a un poids important au sein des associations clunisoises, n'est pas du tout représentée par les réponses à l'enquête.

Qui a répondu au questionnaire ?

Part des objets sociaux (regroupés) en %



Données : Place des associations, Répertoire National des Associations (RNA) • 706 associations actives sur les 916 enregistrées dans le Clunisois

> Ancrage local et « profondeur » de l'engagement associatif

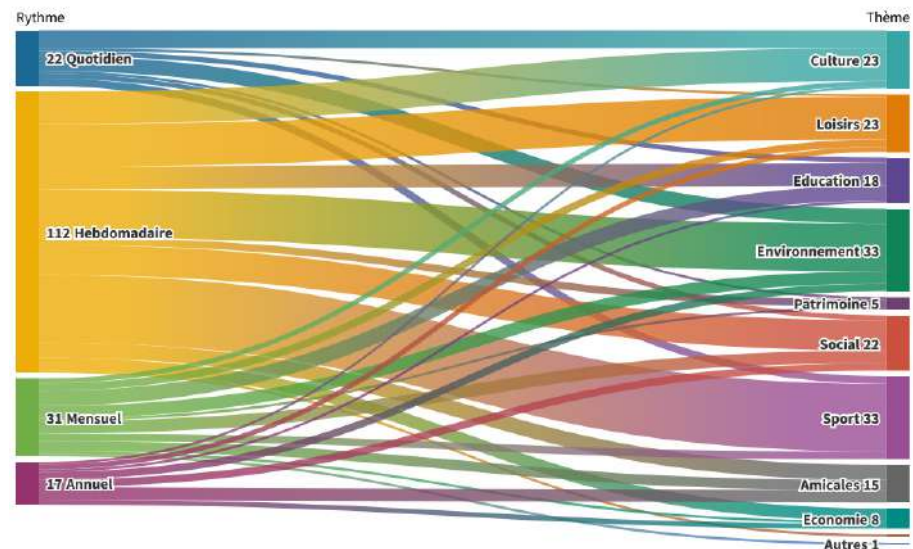
Pour basculer sur l'analyse du « comment », de la façon dont on s'engage dans les associations dans le Clunisois, nous avons croisé le rythme de participation ou la fréquence de l'investissement avec la thématique couverte/la cause défendue par la principale association dans laquelle on s'investit. Il en ressort que la très grande majorité des répondants donnent de leur temps de **manière hebdomadaire** à la principale association dans laquelle ils s'investissent. L'engagement associatif hebdomadaire relève en premier lieu du domaine du **sport**, ensuite de **l'environnement**, puis des loisirs, de la culture, du social et de l'éducation. Les principaux domaines dans lesquels on s'investit **quotidiennement** sont la **culture** et **l'environnement**. Le sport vient en troisième position, l'éducation en quatrième. L'investissement mensuel concerne à peu près tous les grands thèmes : l'éducation d'abord, l'environnement et le social ensuite, les amicales... Les associations représentées dans l'échantillon dans le domaine de **l'économie** sont principalement alimentées par un **investissement hebdomadaire** des bénévoles. Les **amicales**, qui jouent un rôle fort d'animation de la vie locale dans les communes rurales, s'appuient, au regard de notre échantillon, sur des bénévoles s'investissant **hebdomadairement**, annuellement et mensuellement. Même si cette thématique est peu représentée dans les réponses, il est à souligner que le **patrimoine** s'appuie principalement sur un investissement **quotidien** des bénévoles.

Les réponses au questionnaire recueillies permettent par ailleurs d'analyser, au moins en partie, les **bassins de recrutement des associations** représentées, d'approcher **l'ancrage local des bénévoles** de ces associations et de déterminer **le nombre d'associations dans lesquelles ils s'investissent**, les **thèmes** que ces dernières couvrent, les causes qu'elles défendent.

En l'occurrence, si l'on croise le lieu de résidence des répondants avec la commune où est domiciliée la principale association dont ils sont membres, on observe :

- la **prépondérance des résidents de Cluny s'investissant dans des associations domiciliées à Cluny** (corrélation entre commune de résidence et commune où est domiciliée la principale association dans laquelle on s'investit, voir la partie jaune du schéma qui suit) ;
- le poids important, parmi les répondants, **des bénévoles d'associations domiciliées à Lournand, Jalogny, Château et dans des communes situées hors du Clunisois, qui vivent précisément dans ces communes** (corrélation entre commune de résidence et commune où est domiciliée la principale association dans laquelle on s'investit, voir la partie jaune du schéma) ;
- le poids moindre mais néanmoins important, parmi les répondants, **des bénévoles d'associations domiciliées à Jalogny, Cluny, Cortevaix, Château ou encore Lournand qui vivent dans d'autres communes** (décorrélation entre commune de résidence et commune où est domiciliée la principale association dans laquelle on s'investit, voir la partie verte du schéma) ;
- le fait que **les bénévoles qui s'investissent dans des associations domiciliées hors du Clunisois résident tous à Cluny**, ce qui peut être une autre manifestation de l'ouverture sur le monde propre à cette cité et ses habitants (voir la partie bleue du schéma).

Relation entre le rythme de l'engagement et le thème de l'association



Données : Place des associations

Lieu de résidence en fonction de la localisation de l'association



Données : Place des associations

La question du **rayonnement** ou du **périmètre d'action des associations** représentées dans l'échantillon est également traitée grâce au croisement de la commune de résidence des répondants et du lieu d'action de la principale association dans laquelle ils s'investissent. Ce croisement corrobore et affine les enseignements que l'on peut tirer du rapprochement entre commune de résidence et commune où est domiciliée la principale association dans laquelle on s'investit :

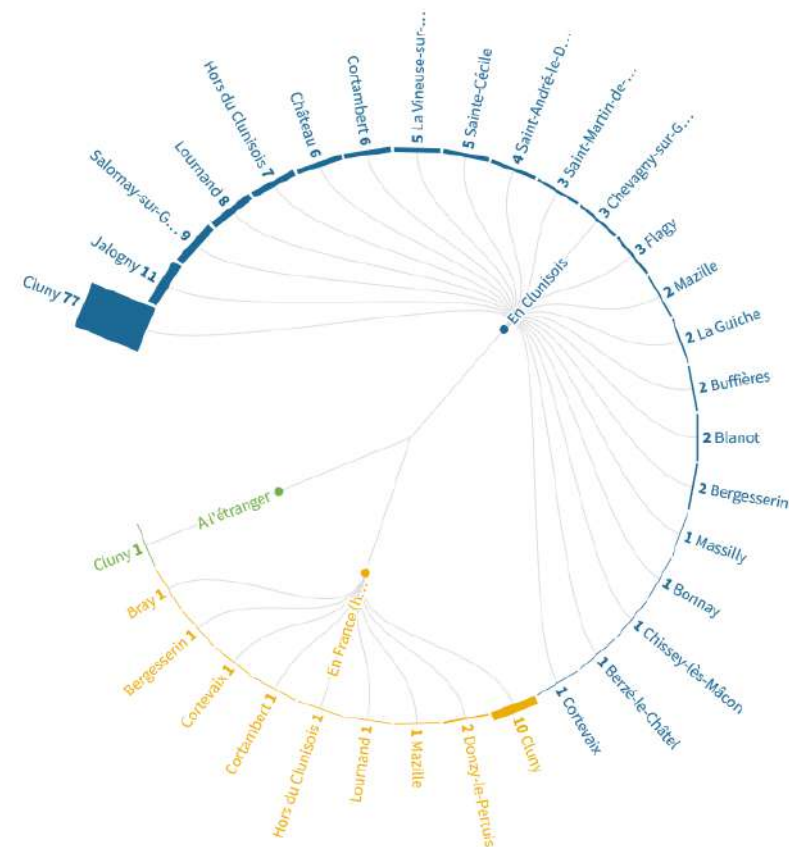
- parmi nos répondants, on relève d'abord que **les bénévoles s'investissent dans des associations agissant dans le Clunisois résident principalement à Cluny** (ce qui peut certes être mis en regard des 300 associations domiciliées à Cluny sur les 700 actives que compte le Clunisois) ;
- les bénévoles des associations agissant dans le Clunisois habitant dans des communes autres que Cluny résident principalement à **Jalogny, Salornay, Lournand, hors du Clunisois, à Château ou Cortambert**, à la Vineuse ou Sainte-Cécile, à Saint-André-le-Désert... dessinant des **interrelations** plus ou moins fortes, sur le plan des modes de vie et surtout des pratiques associatives, **entre Cluny et les autres communes du Clunisois**. Le poids des bénévoles s'investissant dans des associations agissant en Clunisois qui habitent hors du territoire de la ComCom montre qu'il existe des « bassins de vie » fonctionnels qui connectent et réunissent les territoires de plusieurs intercommunalités, et notamment de plusieurs ComCom. Cette observation est corroborée par les propos de certains membres d'association interrogés dans le cadre de la mission. A titre d'exemple, les centrales villageoises interviennent sur les territoires de 3 intercommunalités, le Clunisois, Saint-Cyr Mère Boitier et Mâcon Beaujolais Agglomération. Par ailleurs, la vallée de la Grosne semble constituer une forme de « bassin de vie » ;
- **les bénévoles des associations agissant à l'échelle nationale (voire internationale) habitent très majoritairement à Cluny.**

Pour caractériser et préciser encore la « profondeur » de l'engagement associatif dans le Clunisois, ou plus précisément la **multiplicité des engagements associatifs**, en lien avec « l'ancrage local », nous avons croisé l'ancienneté de l'installation dans le Clunisois et le nombre d'associations auxquelles on adhère, participe. Il en ressort plusieurs enseignements.

En premier lieu, **la très grande majorité des répondants habitent dans le Clunisois depuis plus de 10 ans** (137 répondants sur 182). La plus grande partie d'entre eux **adhèrent à 3, 4 ou 5 associations** (75 sur 137). Cette réalité est importante à souligner : l'engagement associatif dans le Clunisois passe beaucoup par des **personnes multi ou pluri-engagées**, qui sont installées dans le territoire d'assez longue date (voire depuis toujours), portent plusieurs casquettes et sont ainsi à même de faire circuler des idées, de connecter des initiatives entre elles, de relayer des informations, et peut-être même de se tourner vers les élus locaux, les collectivités, les institutions. Parmi ces Clunisois installés de longue date et/ou natifs de la région, on trouve ensuite des bénévoles qui s'impliquent dans une seule association (56 sur 137), 2 associations (42 sur 137), et dans une bien moindre mesure, dans plus de 5 associations (9 sur 137).

Parmi les répondants, ceux qui sont **installés dans le Clunisois depuis 3 à 10 ans s'impliquent principalement dans une seule association**, qui peut constituer un vecteur de sociabilité, une porte d'entrée sur plus d'interconnaissance, puis ceux qui s'impliquent dans **3 à 5 associations**, dans 2 associations et enfin ceux qui s'impliquent dans plus de 5 associations. Pour les

Commune de résidence en fonction du lieu d'action de l'association



Données : Place des associations

répondants installés **depuis moins de 3 ans** dans le Clunisois, il faut souligner que **la majorité d'entre eux s'investissent dans plus de 5 associations**. Cela témoigne de l'**intensité, sur le plan quantitatif, de l'engagement associatif des nouveaux arrivants**. Il est d'ailleurs probable qu'ils soient, au moins en partie, à l'origine des associations dans lesquelles ils s'investissent. Le dynamisme associatif du Clunisois doit aussi à ces personnes récemment installées dans le Clunisois qui, réalisant peut-être un projet de vie, prennent une part active à la vie locale, portent des projets et initiatives, s'investissent dans plusieurs associations, en créent...

Ainsi, parmi les répondants, **la catégorie des bénévoles s'investissant dans plus de 5 associations est principalement alimentée par les Clunisois installés dans le territoire de longue date** (depuis plus de 10 ans) **et par les nouveaux arrivants** (installés depuis moins de 3 ans).

Autre croisement particulièrement instructif, le rapprochement entre le rythme ou la fréquence de l'investissement dans la principale association dont on est membre et le nombre d'associations dans lesquelles on s'investit donne à voir que le Clunisois bénéficie de « **super engagés** » dans les associations locales. On est ici dans le registre de l'**intensité de l'engagement sur le plan qualitatif** (temps consacré, rythme de l'investissement). La majeure partie des bénévoles qui s'investissent de **manière hebdomadaire** sont **bénévoles dans 3 à 5 associations**. Ceux qui s'investissent **quotidiennement** sont engagés soit dans **une seule association** soit dans **3 à 5 associations**. Ceux qui s'investissent à un rythme annuel s'investissent le plus souvent dans 2 associations. Quant à eux, les bénévoles qui s'investissent dans **plus de 5 associations** le font principalement à un **rythme hebdomadaire**, et dans une bien moindre mesure à un **rythme quotidien**.

Relation entre le rythme et le nombre d'engagement(s)



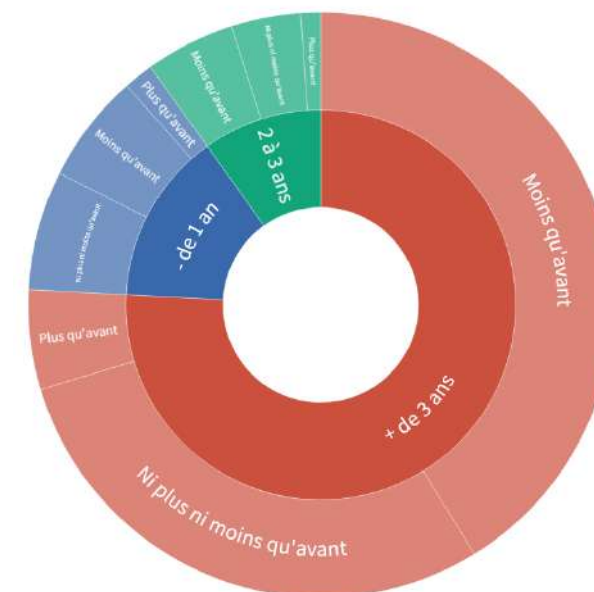
Données : Place des associations

Enfin, lorsqu'on demande aux répondants de **qualifier l'état de l'engagement associatif dans le Clunisois**, le double phénomène présenté ci-avant, à savoir que l'engagement associatif est fortement alimenté par des personnes installées de longue date dans le territoire et portant très souvent plusieurs casquettes, mais aussi par de « nouveaux arrivants », est mis en perspective. La très grande majorité des répondants s'investissent dans le monde associatif depuis plus de 3 ans et pour eux, **on s'investit aujourd'hui moins qu'avant**. Cette perception d'une « crise de l'engagement associatif » se retrouve chez les bénévoles qui s'investissent dans le monde associatif depuis 2-3 ans.

En revanche, **ceux qui s'investissent depuis moins d'un an** ne partagent pas ce point de vue : pour la majorité d'entre eux, **aujourd'hui, on ne s'investit ni plus ni moins que par le passé**. C'est peut-être parce qu'eux-mêmes s'investissent fortement dans les associations du territoire, et y perçoivent un dynamisme qui s'oppose à l'idée d'une crise des « vocations » dans l'associatif. Ces éléments nous poussent à faire le lien avec de nombreux témoignages : aujourd'hui, **on ne s'investit peut-être pas moins, mais autrement**, dans de nouvelles formes et de nouveaux formats.

Perception de l'engagement en fonction de l'ancienneté dans une association

Pensez-vous que l'on s'engage autour de vous...



Données : Place des associations

En résumé de cette analyse quantitative détaillée, qui prendra corps à travers les portraits d'engagé.e.s qui suivent, **on mesure l'importance pour l'engagement du capital social et/ou spatial de la personne qui en fait le choix**. Avoir capitalisé une expérience de l'engagement (professionnel, militant, associatif), ou une expertise quelle qu'elle soit, ou des relations personnelles grâce à une fine connaissance de son territoire, et tout autre forme de compétences et de repères, est évidemment ce qui rend possible et désirable d'aller au-delà de ses stricts intérêts et de se tourner vers autrui. Il ne suffit pas d'être porté soudain par un élan, il ne suffit pas d'avoir du temps. L'engagement nécessite des ressources. On voit bien par les réponses ici analysées qu'elles sont puisées dans le capital social et/ou spatial de la personne.

En retour, il est clair que l'engagement contribue à son tour à ces capitaux, qu'il les confirme, les intensifie. Il peut être usant dans la durée, apporter des déceptions, finir par s'épuiser, il n'empêche que l'engagement nourrit le capital social et/ou spatial et réciproquement. Dès lors, **toute la question est de créer les conditions pour que cette capitalisation se transmette au-delà de la trajectoire des personnes**, pour qu'elle ne se perde pas avec leur retrait de la vie publique, qui finit toujours par intervenir. Autrement dit, toute la question est de **travailler à la territorialisation de ce capital social et spatial, pour que la ressource personnelle qu'il représente devienne peu à peu une ressource collective**.

Engagée par profession

Valérie Daubard a une profession d'engagement. Directrice territoriale Sud (Mâcon, Cluny, Tournus) pour l'association départementale Le Pont, dont le siège est à Mâcon, elle œuvre depuis 2004 dans le secteur social et très social, du soutien aux femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales à ses débuts, à l'hébergement, l'asile, puis l'urgence sociale et l'insertion par l'activité économique de personnes en situation de grande précarité aujourd'hui. Un des fondements de l'association est d'avoir des antennes de proximité au plus près des personnes en difficulté sociale, notamment en milieu rural, sur le principe de « l'aller vers ». Quelque 300 salariés, dont de nombreux travailleurs sociaux rayonnent sur toute la Saône-et-Loire. Aussi, l'association Le Pont est membre fondateur et participe au montage du projet « Territoire zéro chômeur ». Un certain nombre de travailleurs sociaux du clunisois est intégré au réseau social et solidaire dont fait partie la ComCom. Le 115, géré par l'association Le Pont travaille étroitement avec l'abri de nuit ETAP... Si les publics sont en perpétuelle évolution, Valérie Daubard ne constate pas l'« inflation des problématiques sociales » qui caractériserait la période actuelle : les publics auxquels les dispositifs gérés par l'association Le Pont s'adressent sont déjà très précaires. Mais il est probable que les classes moyennes soient plus impactées par la crise sanitaire. En revanche, elle constate une chute du nombre de bénévoles, qui étaient 120, qu'elle impute à la crise sanitaire. Certains commencent néanmoins à revenir, notamment pour donner des cours de français langue étrangère (FLE) à des demandeurs d'asile. Surtout, cette chute ne vient en rien contredire ce qui paraît distinguer le Clunisois et sauter aux yeux de personnes extérieures : un bouillonnement d'initiatives et d'idées, un investissement et une émulation des acteurs locaux particulièrement forts.



Carte présentant les pays d'origine des personnes hébergées à l'accueil ETAP.

Prolonger l'engagement professionnel avec la retraite



Vestiboutique de Cluny

Anciennement infirmière libérale à Lyon, Catherine Bonnetain a déménagé il y a environ 12 ans dans le Clunisois et s'est engagée à la Croix Rouge. Aujourd'hui Présidente de l'association, elle encadre 48 bénévoles autour d'activités diverses : gestion de la vestiboutique, service de transport à la demande pour les plus éloignés des services publics ou encore formation (ex : au babysitting). Les bénévoles, plus ou moins investis, sont en grande majorité des retraités qui souhaitent donner de leur temps aux autres. Ils se mobilisent notamment pour gérer la vestiboutique. Au-delà des plus âgés, des jeunes, lycéens le plus souvent et étudiants dans une moindre mesure, viennent proposer leur aide par conviction personnelle. Leur engagement s'étale sur un temps plus court que celui des retraités. Les études ou bien le premier emploi pour les étudiants entraînent généralement un déménagement au-delà des portes du Clunisois. Catherine Bonnetain souligne d'ailleurs une évolution de l'engagement constatée ces dernières années : d'un côté il aurait tendance à diminuer, de l'autre il s'agirait plutôt d'une évolution du profil des bénévoles, avec une présence de plus en plus importante des jeunes. Leur engagement diffère de celui des retraités, car moins linéaire et plus spontané en fonction des missions. Comme le dit Catherine Bonnetain, selon eux, c'est « ça me plaît, je viens ». Du côté des retraités, l'évolution des modes de vie et notamment leur mobilité plus forte modifient leur engagement : il demeure tout en étant moins rythmé.

L'héritage de l'éducation populaire en milieu rural

Avec Chantal Tramoy, c'est une tranche de l'histoire des Foyers ruraux et de l'éducation populaire en milieu rural qui se raconte. Désormais bénévole et retraitée, elle en a été une professionnelle toute sa vie, agente de développement à l'échelle du « grand secteur », c'est-à-dire d'un Clunisois qui irait de Matour à Saint-Gengoux-le National. Elle appartient à une génération d'engagés ruraux et néo-ruraux, « qui ont voulu installer l'art et la culture dans la citoyenneté », pour conduire « de la parole poétique à la parole politique ».

Mais elle a moins envie de parler de l'engagement au passé que de s'interroger sur ses voies nouvelles. « On est entré dans une autre époque de solidarité et d'implication, pas forcément plus individualiste ni moins engagée ». Elle fait le constat de mobilisations plus éphémères, d'engagements plus ponctuels, « sans visée constructive », plus nomades qu'ancrés... mais aussi de démarches qui marient mieux l'engagement collectif et le projet de vie personnel, « parce qu'on recherche moins la cohésion du village, le vivre ensemble, que la réalisation de soi à travers des collectifs. »

« Repartir sillonner », grâce au café citoyen nomade qu'est le Bus Marguerite, « bus caméléon, bus éponge »; reprendre « le travail de voisinage [...] contre la précarité montante, la déconnexion culturelle, l'isolement »; se remettre au service des associations qui ne se connaissent pas tant que ça; « remettre du débat dans la vie citoyenne »... Avec Chantal Tramoy, on vérifie que l'engagement contemporain est une de ces activités et fonctions d'intermédiation devenues indispensables à notre société, où qu'elle habite.



Source : frgsclunisois.fr

Engagement et militantisme paysan

Comme la plupart des « engagé.e.s », Edith Bonnet parle moins volontiers d'elle que de l'association dont elle est la présidente pour la Bourgogne depuis 2013 et qui promeut une agriculture paysanne et accueillante : « Accueil paysan ». Edith est retraitée de l'Éducation Nationale, elle a longtemps enseigné l'histoire-géographie à Chalon-sur-Saône, en même temps que travaillé avec son mari dans l'exploitation viticole familiale de St-Boil, désormais reprise par leur fille. « Accueil paysan » Bourgogne est né dans le Clunisois, dans la mouvance de la Confédération paysanne, peu après le lancement du mouvement en 1987 en Chartreuse. « Accueil paysan » promeut une agriculture familiale qui assume pleinement les nouvelles fonctions médiatrices et solidaires de la ruralité : l'accueil social, l'hébergement et le tourisme, la reterritorialisation alimentaire, l'aménagement et la gestion de l'espace, la transmission et l'installation. Les membres de l'association sont toujours des agriculteurs qui ajoutent une autre activité, une autre offre, à l'agriculture, dans l'idéal de l'accueil dans et par la ruralité.

Edith estime qu'aujourd'hui l'engagement est un peu « orphelin d'une politisation », qui était naguère la base de motivations émancipatrices, libératrices, universalistes, et qui revendiquait « la lutte ». « Les jeunes viennent, ils s'engagent, mais pas dans le militantisme... J'ai une fille en transition ». Mutation de l'éducation populaire, mutation du statut d'exploitant, mutation de l'engagement : Edith cherche les voies et les moyens de l'engagement aujourd'hui, pour le transmettre aussi, au sein du collectif national InPact (une vingtaine d'associations dans la mouvance agri-rurale) et en appui sur la démarche RARES (« Rassembler les accompagnateurs des entrepreneurs agricoles et ruraux atypiques en Bourgogne »), soutenue par le Programme Européen pour l'Innovation et le Programme National du Développement Agricole et Rural du Ministère de l'Agriculture.

Génération de « néo- » : les idéaux au travail

Ils s'appellent Elise, Cyril, Céline, Thibault ou Johanne... Ils se sont installés plutôt récemment dans le Clunisois et représentent de **nouvelles générations de néo-ruraux**. Le plus souvent **très qualifiés, ayant fait des études supérieures et parcouru le monde**, ils ont vécu dans de **grands centres urbains** et disent les avoir quittés pour vivre à la campagne, plus près de la **nature**, y mener une existence plus en phase avec leur idéal, acheter et souvent **retaper une vieille maison**, s'investir dans de nouveaux lieux, tisser de nouvelles relations interpersonnelles...

Le Clunisois, ils sont nombreux à dire qu'ils en sont tombés « amoureux ». C'est d'ailleurs souvent via des rencontres amoureuses qu'ils en ont découvert les charmes, les **paysages bocagers** en premier lieu, les habitants, et pris progressivement des habitudes de sociabilité. Pour arrêter leur décision de poser leurs valises dans le Sud-Bourgogne, ils ont pu être « rassurés » par la **bonne accessibilité** du territoire : la proximité de Lyon, de l'aéroport international Saint-Exupéry, de la gare TGV de Mâcon-Loché, comme les grandes voies de communication sont systématiquement citées, elles représentent des arguments. Elles garantissent en effet une connexion aux métropoles et lieux de décision avec lesquels, professionnellement au moins, et culturellement plus largement, ces actifs maintiennent des liens forts.

Car il ne faut pas s'y tromper, ces nouveaux résidents du Clunisois vivent et font la **métropolisation**. Certains sont **salariés de structures implantées à Paris ou Lyon**, voire à l'international (comme des **ONG**). D'autres, **autoentrepreneurs**, ont au moins une grande partie de leurs **clients qui sont basés dans ces grandes métropoles**.

« Ces nouveaux résidents du Clunisois vivent et font la métropolisation »

Parmi ces « néoruraux », on relève un certain nombre d'artistes qui ne reculent pas devant les **activités militantes**, notamment pour faire mieux reconnaître leur profession et entendre ses intérêts. Les responsabilités qu'ils prennent dans ce cadre les amènent bien souvent à se rendre « à la capitale », parfois à échanger avec les membres de communautés professionnelles à l'échelle européenne et internationale. Si l'on est plus attentif à leurs trajectoires personnelles, on s'aperçoit vite qu'ils viennent souvent d'autres pays que la France : la Belgique, la Roumanie... Les circulations sont bien là.

Ce qu'ils racontent, quels que soient leurs horizons, c'est que les associations et initiatives locales sont un vrai **vecteur de sociabilité**. Certains s'investissent fortement dans l'éducation de leurs enfants et les associations de **parents d'élèves**⁴. Ils en viennent de fil en aiguille à côtoyer les élus locaux, et notamment le ou la maire qui reste une figure importante. D'autres, s'appuyant sur une activité qu'ils pratiquaient déjà, comme la **chasse**, prennent une part active dans la vie locale, l'organisation des festivités annuelles, l'entretien du réseau viaire... Ils en viennent eux aussi à côtoyer les élus locaux. A titre d'exemple, Raphaël Saint-Jean, qui a découvert Château à l'occasion d'un stage effectué par son épouse chez des éleveurs de chevaux de course installés dans la commune, est aujourd'hui trésorier de la société de chasse la Garenne et participe aux événements organisés par l'Amicale.

⁴ Comme Céline, rencontrée au Colocaterre à Massilly le 6 décembre 2021.

De nombreux néoruraux s'impliquent d'ailleurs dans les affaires publiques, font partie du **conseil municipal**. Beaucoup d'entre eux font la montre de **nouvelles façons de travailler**, et même de **nouveaux rapports au travail** : ils semblent être nombreux à pratiquer le **télétravail**, de chez eux ou dans des lieux partagés, **espaces de coworking** et autres tiers-lieux, tels que le **Colocaterre à Massilly**. Ils y trouvent, si ce n'est des collègues, un **environnement de travail** et des **moyens mutualisés**, un réseau de connaissances vivant sur lequel s'appuyer et au travers duquel des **collaborations et projets communs** peuvent émerger. D'aucuns⁵ confient avoir eu du mal, durant les premiers mois de leur installation, à trouver des jeunes ou des personnes de leur âge, des lieux et des activités qui leur ressemblent, même si nécessairement, la crise sanitaire et le premier confinement n'ont pas aidé. A les entendre, il faut « faire partie des réseaux » et cela n'est pas donné d'avance, il faut être introduit par des personnes qui évoluent d'ores et déjà dans les écosystèmes de l'engagement clunisois.

« Ils semblent être nombreux à pratiquer le télétravail, de chez eux ou dans des lieux partagés, espaces de coworking et autres tiers-lieux »

Toutefois, les **réseaux de voisinage** fonctionnent : ainsi Elise, fraîchement installée à Donzy-le-National, a-t-elle rencontré Marie, puis Rachel⁶. Au printemps 2020, lors du premier confinement, ces trois femmes, d'âges et d'horizons différents, ont toutes fait le constat d'une relative aberration par rapport aux modes de vie qu'elles pensaient et voulaient avoir : résidant pourtant dans une commune rurale, au plus près d'exploitations agricoles, elles se sont aperçues qu'elles ravitaillaient exclusivement leur famille dans les supermarchés proches, et consommaient des produits n'ayant rien, ou pas grand-chose, de local. Elles ont donc décidé de monter un **marché de producteurs**, pour **rapprocher exploitants agricoles et consommateurs, offrir des débouchés aux premiers, permettre aux seconds de mieux manger, favoriser les circuits courts, éviter des déplacements et les externalités négatives qui y sont attachées, animer la vie locale**. Le succès de l'opération a vite retenti, amenant des habitants de communes des alentours à fréquenter ce marché et à envier les habitants de Donzy-le-National, et la dimension « vie locale » de l'initiative s'est étoffée, avec la mise en place d'une **buvette** tenue par des bénévoles, l'organisation de **concerts**...

La question de la **structuration en association** pour pérenniser l'initiative se pose. Celle aussi du passage de relais à certains autres bénévoles, car celles qui portent ne peuvent et veulent plus y consacrer autant de temps. Cela semble recouper de nombreux témoignages entendus ici et là : très soucieux de **développer des collectifs**, ces néoruraux tiennent à conserver des **modes d'organisation horizontaux, des modes de décision collégiaux**. Ils peuvent être rétifs à la formalisation, à un adossement sur des dispositifs et acteurs institutionnels. Cela ne vaut bien sûr pas pour tous les « néoruraux » récemment installés.

Ce qui semble être commun à tous ou presque, c'est la **préoccupation écologique** : la question

⁵ Voir le portrait de Johanne, rencontrée au Colocaterre à Massilly le 6 décembre 2021.

⁶ Voir leur portrait respectif, suite à notre participation en tant qu'auditeurs à la réunion des bénévoles du marché de producteurs de Donzy-le-National le soir du 4 novembre 2021.

alimentaire leur importe, ils sont aussi nombreux à s'engager pour la transition énergétique, qu'elle passe par les **mobilités décarbonées**, la production locale d'**énergies renouvelables**, comme la valorisation de ressources locales telles que le **bois**. Les **mobilités contraintes** sont d'ailleurs vécues comme un problème dans ces terres d'habitat dispersé, de faible densité. Parmi les personnes que nous avons interrogées, en particulier celles qui doivent effectuer de longs trajets pour se rendre au travail, certaines ont souligné que la nécessité de prendre la voiture « pour tout ou quasiment » leur pesait au quotidien, voire les empêchait de participer à certaines initiatives, notamment associatives, dans leur commune de résidence. C'est peut-être au moins ce qui explique ce projet, récurrent mais pas systématique, de **bâtir des lieux où l'on peut tout expérimenter et tout retrouver**, avec quelques **élans autarciques** – ou du moins vers plus d'autosuffisance ou d'autonomie – à souligner : un potager, une énergie produite sur place, des espaces d'hébergement et de travail, d'autres permettant d'accueillir

« Ce qui semble être commun à tous ou presque, c'est la préoccupation écologique »

des spectacles et évènements festifs... le tout concourant à faire changer les mentalités et les représentations, notamment au sujet des femmes, des animaux⁷ ...

Les néoruraux récemment installés qui s'inscrivent dans cette perspective disent en général souhaiter **dépasser la propriété privée** et trouver les moyens de gérer des espaces mis en partage. Ils évoquent volontiers le registre des **biens communs** à ce titre. Parmi eux, on retrouve surtout des trentenaires et des quadragénaires, aux modes de vie qu'on pourrait qualifier d'« alternatifs » : artistes (ex : circassiens), artisans (ex : ferronniers), employés agricoles ou sylvicoles, porteurs de projets en tous genres, parfois dans des secteurs de niche, ils travaillent assez souvent dans des cadres non réguliers, choisissent comme ports d'attache des lieux de vie communautaires (tels que la Ferme Saint-Laurent), d'où ils rayonnent, se déplacent à vélo, avec de vieilles voitures... Ils défendent un idéal de vie qui prend ses distances vis-à-vis de certaines caractéristiques de nos sociétés (comme la consommation de masse, l'attrait pour le neuf, l'hyper-mobilité, etc.). En creux se pose la question de l'accès aux ressources : pour beaucoup, cette vie va de pair avec une certaine précarité, des revenus qui ne sont pas assurés, des biens dont l'âge et l'usure ne garantissent pas toujours le bon fonctionnement, des locaux (de résidence et d'activité) difficiles à acquérir, etc. Ces néoruraux ne se font pas nécessairement des amis, notamment du côté des agriculteurs dont l'exploitation s'est transmise dans le temps long de génération en génération. Ils peuvent rencontrer des **réticences et résistances dans les populations locales**, freinant la concrétisation de leurs projets.

Une fois ce portrait, à référencer et à nuancer, établi, il paraît indispensable de montrer en quoi les néoruraux d'aujourd'hui ne sont pas (tout à fait) ceux d'hier. L'attrait pour le Clunisois ne date en effet pas d'hier. Il y a 20, 30 ou 40 ans, d'autres générations de néoruraux s'y sont installées et ont dynamiser le territoire. Nous avons rencontré certains d'entre eux, qui s'investissent toujours très activement dans l'animation de la vie locale et la prise en charge

⁷ Voir les portraits d'Elise et Cyril, Sabrina, Renata... rencontrés le 18 janvier 2022 dans la maison qu'ils partagent et dont est aujourd'hui propriétaire Elise.

des problématiques sociales qui se font jour. Ils nous ont fait part de leur appartenance à des **mouvements d'éducation populaire**, de leur implication en tant que **pionniers d'une revitalisation des territoires ruraux**, tenants du **développement local**. Ils nous ont parfois parlé de leurs combats et idéaux, dans le contexte **post-68**, notamment pour la révolution sociale et politique à faire advenir, qui dépasse très largement les individus mais nécessite qu'ils s'y vouent. On peut avancer qu'aujourd'hui, **l'injonction à se réaliser soi-même** est passée par là, générant une autre **éthique** : m'investir pour les autres me permet de m'accomplir en tant qu'individu et c'est ce qui compte avant tout. Cela n'exclut ni l'entraide ni le partage, mais les met en perspective, car le point de fuite, ce qu'il me faut atteindre, c'est désormais un « moi réalisé ». Cela marque une autre expérience de la **vie en communauté**.

En résumé de cette lecture de la place de la néo-ruralité dans

l'engagement territorial, on peut faire des constats qui sont certainement vrais dans de très nombreux territoires en France aujourd'hui. Ils disent deux choses qui nous semblent importantes :

- **La réinvention des campagnes se poursuit, et ce nouveau rapport à l'activité et l'utilité sociales qu'est l'engagement (et non plus seulement « l'emploi ») en est un des vecteurs essentiels, inséparable de l'autre vecteur essentiel qu'est la quête d'un nouveau bonheur domestique, autour de la maison et de ce qu'elle permet d'imaginer. Nouveau bonheur et nouveau rapport qui s'incarnent dans l'écologie transformatrice, mais celle-ci reformule d'anciennes fonctions liées à la terre qui, elles, n'ont vraiment rien de nouveau pour les ruraux les plus anciennement ancrés dans le territoire : se nourrir, se chauffer, gérer l'espace écosystémique et ses ressources naturelles, vivre en harmonie avec son territoire... ;**
- **L'engagement est un mouvement vers des valeurs collectives et des intérêts communs, mais en quête de la réalisation de soi. Jadis, l'individu se fondait dans le collectif qu'il rejoignait dans une lutte qui le dépassait. Désormais il s'y réalise, s'y construit, s'y distingue, s'y singularise, et le collectif n'est plus une fin politique mais un moyen personnel.**

Si l'on souhaite accompagner les dynamiques d'engagement, au-delà des constats d'érosion du bénévolat et de « fatigue associative », et les faire converger avec les politiques publiques locales dans l'intérêt de la population et du territoire, il faut bien avoir à l'esprit ces nouvelles raisons de l'engagement, qui peuvent parfois heurter les anciennes, mais n'en sont pas moins véridiques.

Le marché de producteurs de Donzy-le-National

L'aventure autour du marché de producteurs de Donzy-le-National commence lors du 1er confinement. Rachel est originaire du sud de la Saône. Elle vivait à Lyon et a déménagé à Donzy par amour il y a 2 ans après y avoir fait construire une maison. Elle a découvert le territoire par l'intermédiaire de son compagnon et est tombée amoureuse de ses paysages, de sa forêt et de son dynamisme culturel impressionnant. Marie est sa voisine. Elle s'est elle aussi installée à Donzy-le-National par amour du territoire suite à une affectation professionnelle à Mâcon. Lors du 1er confinement, Marie et Rachel ne tardent pas à réaliser qu'il est impossible pour elles de nourrir leur famille sans passer par les supermarchés. Parallèlement, en vivant là où elles ont fait le choix vivre, elles ont bien conscience des difficultés des producteurs locaux à écouler leurs stocks, du fait de la fermeture des marchés. Avec un tel alignement des besoins du côté des consommateurs et des producteurs, l'idée d'une distribution de produits frais naît et est rapidement mise en place (Rachel est conseillère municipale, ce qui a pu simplifier les démarches pour obtenir l'aval de la mairie). Pour rester dans les clous des règles du confinement, cette distribution doit ressembler à celle d'un drive. Les clients composent leur panier via une plateforme en ligne (cagette.net) et viennent le récupérer à un point de retrait. Après le 1er confinement, la dynamique est lancée ! Le système de réservation en ligne des paniers et de point de retrait est conservé mais désormais les producteurs ont aussi la possibilité de vendre leurs produits dans le cadre d'un marché. Dans un souci de convivialité, une buvette s'installe, animée par un collectif dont fait partie Elise, notre troisième protagoniste. Arrivée à Donzy-le-national depuis mai 2019, elle y habite à plein temps depuis le 13 mars 2020, un projet de vie qui a été précipité par le confinement. Ravie de l'arrivée de la distribution de fruits et légumes frais dans le village, elle a souhaité prendre part à l'initiative. Avec une vingtaine de bénévoles, une buvette est installée à chaque marché et des concerts sont organisés régulièrement. Le marché est un temps fort de la vie locale apprécié par tous. Les producteurs, même s'ils n'y réalisent pas un chiffre d'affaires conséquent, apprécient la convivialité, la dimension sociale du marché. Les habitants et clients y trouvent des produits locaux, frais notamment, une relation directe avec les producteurs et une animation hebdomadaire lors des beaux jours, un dynamisme que les villages voisins jaloussent quelque peu.



Photos transmises par Elise Ladevèze

L'association de chasse : un signal de néo-ruralité aussi

Raphaël Saint-Jean s'est installé à Château, avec son épouse Laurence, en 2017. Il a connu la commune par des amis éleveurs de chevaux de dressage implantés là, pour lesquels il travaille aujourd'hui. Plus précisément, sa femme est venue une première fois faire un stage chez ce couple, rencontré à l'occasion de concours équestres. A l'époque, les Saint-Jean vivaient du côté de Villefranche-sur-Saône, à 1h de route. Progressivement, ils ont découvert le coin et ceux qui le font vivre, dont le maire, apprécié leur sens de l'accueil, pris goût aux événements conviviaux organisés par l'Amicale... et fini par décider de s'y établir. Chasseur, Raphaël Saint-Jean a rapidement adhéré à la société de chasse La Garenne après son arrivée. Quand il a fallu renouveler le bureau de l'association et trouver des volontaires, des habitants de Château de préférence, il a fait le choix de s'impliquer et porte aujourd'hui la casquette - et la charge - de trésorier. Pour lui, c'est une façon de participer à l'animation et à l'entretien du village. Les membres de la société de chasse La Garenne sont en effet régulièrement sollicités par la municipalité pour baliser, nettoyer ou protéger des routes et des chemins, monter et démonter des barnums pour la tenue de festivités locales, etc. Mais cette relation entre la mairie et la société de chasse fonctionne dans les deux sens : le maire épaulé et encourage les chasseurs, dont il reconnaît le rôle important dans la gestion écologique du territoire, couvert par 600 hectares de bois sur 1400 au total, via la régulation des populations animales, de sangliers en particulier, qu'ils opèrent. Quant à Laurence Saint-Jean, elle fait partie du conseil municipal depuis les dernières élections, en qualité de 2ème adjointe. L'engagement des Saint-Jean dans la commune, quotidien, ne fait donc nul doute, et aux côtés de gens du cru, ils se mobilisent pour préserver le cadre de vie et l'ambiance qui ont su les séduire.

L'engagement est un tout

Thomas Filiatre s'est installé à Jalogny en 2015 suite à une opportunité professionnelle à Mâcon. Ancien nantais, cela lui permettait de se rapprocher de sa belle-famille et de continuer d'offrir une qualité de vie « rurale » à son enfant. Sa conjointe, qui a différentes activités professionnelles, avait également les capacités de s'intégrer à ce nouveau territoire. Fin 2019, suite à la perte de son emploi, il profite de ce creux pour remettre en question le sens de sa vie professionnelle. Il cherche un job plus humain, plus en accord avec ces valeurs, notamment sur l'environnement. Il trouve donc un emploi à Solagro, une structure associative qui accompagne des acteurs sur le chemin de la transition énergétique, agroécologique et alimentaire. Ce nouveau job lui apporte une certaine fierté et même si la rémunération est moindre que ce dont il avait l'habitude, il n'hésite pas à accepter cette nouvelle condition pour se construire un emploi qui correspond à ses valeurs. Cet emploi se rapproche même du militantisme. Au-delà de l'engagement professionnel, Thomas parle de son engagement familial en tant que père de famille, conjoint et parent délégué et de son engagement citoyen en tant qu' élu municipal. En tant qu'expert des questions de méthanisation, il essaye de faire émerger cette problématique au sein du territoire. Il tente donc de créer un pont entre son engagement personnel et professionnel. Il souligne cependant la difficulté de tout faire et le sentiment de frustrations qui s'en suit, en tant qu'actif.

Le « Colocaterre », espace de coworking de Massilly

> *Johanne Rod, 27 ans* : « Je suis là depuis un an, je viens de Bretagne, j'ai fait mes études à Rennes, Grenoble et Montpellier, en sciences politiques puis en économie de développement agricole, de l'environnement et de l'alimentation. J'ai travaillé en Amérique latine pendant 3 ans dans des institutions politiques (Ministère de l'agriculture, Assemblée Nationale, missions pour la mise en œuvre de l'accord de paix avec les FARCS, etc.) et dans le secteur de l'économie (délégation de l'Union Européenne), mais j'ai développé un sentiment d'imposture à travailler dans le développement ou en politique en Amérique latine. Je suis ensuite revenue en France où j'ai travaillé dans la recherche (master de recherche puis contrat avec l'INRAE) et j'ai préféré revenir dans ma région natale, puis j'ai élargi ma recherche, pour trouver une mission dans un milieu associatif en accord avec mon système de valeurs. J'habite le sud du Clunisois, je circule pas mal entre Mâcon et Cluny. Je viens d'une région avec une très forte activité culturelle et j'ai mis un peu de temps à trouver ici les jeunes, et les bars et moments qui me plaisent (mais je suis arrivée en plein COVID il est vrai). Ici, c'est l'hospitalité, mais les réseaux, il faut les connaître. »

> *Céline Nassir, 43 ans* : « Je suis arrivée il y a 4 ans, on a créé une brasserie artisanale avec mon compagnon à Lourmand, et je conserve mon activité de production d'événements basée à Paris, en télétravail. Je suis une néo-rurale hyperconnectée ! Je suis présidente de l'association des parents d'élèves du regroupement pédagogique intercommunal [les Colocataires sont au premier étage de l'école]. Les parents d'élèves, ce sont pour beaucoup des gens qui sont venus ici, ou revenus, et qui ont, disons, d'assez fortes capacités culturelles. L'école, c'est vraiment puissant pour la constitution de la sociabilité, beaucoup plus qu'à Paris ! C'est un nœud d'engagement. J'ai découvert le fonctionnement de la communauté de communes, qui ne correspond pas du tout à l'image que je me faisais de l'administration locale, moi qui venais du privé et de la grande ville. »



Photos des locaux du Colocaterre

Un territoire, des institutions et des réseaux

Les deux précédentes entrées dans le sujet (l'engagement associatif, la néo-ruralité) sont relativement communes à beaucoup de situations en France. La troisième est beaucoup plus originale et spécifique du Clunisois : ici, c'est **une terre de réseaux, et qui plus est de têtes de réseaux**. La puissance institutionnelle du territoire est sans équivalent pour une ville de 5 000 habitants et une communauté de 14 000 habitants.

On pourrait s'attarder longuement sur l'histoire de l'Abbaye et de l'ordre monastique dont elle a été le germe. L'attention peut notamment se porter sur les tourments du site abbatial au moment de la Révolution et sous l'Empire (1807) qui ont vu l'installation de la fonction équestre par des voies très détournées, puis celle de la fonction d'enseignement supérieur à partir de 1890 (certes les germes datent de 1866 et de l'école normale spéciale voulue par Victor Dury). Le site de l'Abbaye a pu connaître par la suite d'autres vocations comme la gestion du patrimoine. Cette longue histoire a deux conséquences majeures sur l'écosystème de l'engagement dans le territoire :

- **la présence exceptionnellement fournie d'élites sociales et culturelles**, le plus souvent entrantes dans le territoire, y passant pour des raisons professionnelles au sens large, mais faisant souvent le choix d'y demeurer par la suite, et assez souvent de s'y engager, y compris dans la vie municipale pour ce qui est des plus récents mandats locaux.
- **la culture de l'ouverture européenne, de l'accueil des « autres »**, au sens large, avec la diversité qu'elle implique et la tolérance qu'elle appelle, ce que la fonction touristique de Cluny même sait très bien valoriser, en appui sur des ressources patrimoniales et culturelles certes remarquables, mais loin d'être uniques en France ?

On voit très bien à l'œuvre ces deux caractéristiques propres au « territoire-réseau » qu'est le Clunisois dans un certain nombre de portraits d'engagé.e.s qui suivent, tout comme on entend dans beaucoup de témoignages **le rôle décisif qu'ont joué les connexions aux réseaux de grande portée et/ou de grande vitesse** (autoroute, TGV, aéroport) dans le choix résidentiel d'un certain nombre de métropolitains « en campagne » : à l'écart, mais près de tout en distance-temps.

***En somme**, ce que les réseaux d'engagement apportent au territoire d'engagement, c'est l'indispensable énergie exogène complémentaire de la richesse endogène, processus qui est par ailleurs l'essence même du développement dit local. Mais cet apport ne va pas sans tension, sans réticence. Dans la dernière décennie en particulier, la montée en gamme de l'urbanité clunyoise, ses commerces, son espace public, son événementiel, mais aussi et surtout son parc de logements, accompagne un évident remplacement social dans certaines parties de la ville centre. **Le monde hétérogène de l'engagement n'échappe pas aux processus qui transforment la société locale** : s'y côtoient aujourd'hui des personnes qui peuvent n'avoir que très peu en commun, au-delà d'un discours général sur « le territoire ». On aurait tort de penser que l'engagement nourrit nécessairement une convergence collective de tous et de tout. Il est à l'image de la société locale et de ce qui la travaille, et dans le Clunisois, il faut rester très attentif à l'existence d'un **certain nombre d'écart, notamment culturels**, anciennement là, et parfois en voie de s'accroître.*

La communauté de Taizé

Avec Frère Hervé on ne parle pas d'un ou deux mais d'une dizaine d'engagements, sous des formes aussi variées qu'il peut en exister, certains plus personnels, d'autres qui s'inscrivent dans l'action collective des 70 frères qui forment la Communauté de Taizé. Il y a tout d'abord son engagement religieux au sein de la Communauté, qui a débuté à la fin de ses études en mathématiques. Il y a ensuite son engagement social dans l'accueil de familles en difficulté, des migrants majoritairement, au gré des guerres. Leur accompagnement par la Communauté de Taizé peut aller jusqu'à 2 ans si le besoin s'en ressent. L'accueil est plus largement dirigé vers des jeunes des quatre coins du monde qui viennent lors des vacances scolaires discuter spiritualité, prier et être ensemble, participer à la vie de la communauté. Frère Hervé est également engagé dans la transition écologique : il a participé à la mise en place d'un circuit permettant de chauffer de l'eau en utilisant la chaleur du soleil mais aussi des outils électroniques, d'une station d'épuration propre à la Communauté depuis plus de 30 ans, d'une déchèterie particulièrement vertueuse en matière de recyclage, etc. On le retrouve aussi sur les bancs du conseil municipal de Taizé et du conseil communautaire du Clunisois. A l'origine, il s'agissait d'une volonté de la Communauté qu'un frère siège au conseil municipal pour prendre part à la vie locale en dehors de son enceinte, ce qui permet une plus grande solidarité avec les habitants. Aujourd'hui, 3 frères sont élus au conseil municipal. Naturaliste par passion, Frère Hervé siège à la commission forêt, biodiversité, alimentation et agriculture de la ComCom. Il réalise par ailleurs des relevés relatifs à la biodiversité locale pour le Museum d'histoire naturelle. Cela donne à voir une singularité de la Communauté de Taizé, qu'il est peut-être possible d'étendre au Clunisois, celle d'être à la fois profondément ancrée localement (production de légumes locaux, engagement dans les affaires publiques, économie circulaire, travail étroit avec les associations de solidarité locales comme le Pont ou les Restos du Coeur) et connectée au monde : les Frères ont en effet des relais un peu partout, et des échanges avec de nombreux partenaires (ex : Chrétiens d'Orient), pour organiser l'accueil de migrants à l'échelle d'un réseau associatif global, et celui de jeunes croyants de toutes les nationalités.



Photos du lieu d'accueil de la Communauté de Taizé



Ingénieur agronome de formation, Michel Jauzein s'est d'abord spécialisé dans la recherche sur les pollutions industrielles de l'environnement. Cette expertise l'a conduit à rejoindre un bureau d'études environnementales en Lorraine, puis l'Université de Nancy en tant que professeur de science des sols, une branche des géosciences en interface avec l'agronomie. La notion d'« interface » résonne particulièrement lorsqu'on considère son parcours. C'est résolument dans le monde académique qu'il l'a poursuivi, en devenant directeur des études puis directeur général des Mines Nancy, cadre dans lequel il a œuvré dans le sens des partenariats, de l'interdisciplinarité et de la recherche de croisements fertiles. Il a, en effet, pris une part active au projet ARTEM, réunissant l'école des mines, l'école d'art et de design et l'école de commerce de Nancy (Mines Nancy, ENSAD et ICN Business School). Alors pourquoi avoir choisi la Bourgogne-Franche-Comté et plus particulièrement la ville de Cluny après quelque 30 ans de carrière en Lorraine ? Car les enfants devenus grands, partis de la maison, l'envie est née chez lui et son épouse de changer d'établissement, de projet et pourquoi pas de région. Michel Jauzein a des attaches familiales dans le Mâconnais – c'est une famille d'enseignants - et s'est mis en quête d'une école d'ingénieurs dans le secteur. Le campus Arts et Métiers de Cluny s'est vite imposé. Il y est arrivé en septembre 2016 en tant que directeur adjoint et a été nommé directeur du campus en avril 2017. Le business, l'art et les sciences qu'il s'attache à faire dialoguer laissent place au patrimoine, l'architecture, l'enseignement supérieur et à la recherche pour l'industrie du futur. Ce campus Arts et Métiers est en effet installé dans le site historique de l'abbaye, ouvert au public pour des visites patrimoniales organisées par le Centre des monuments nationaux. Cette spécificité implique un partage des locaux, une co-activité, une contribution des uns et des autres à la préservation et à la mise en valeur du site. Michel Jauzein entend tenir un rôle de semeur (ou facilitateur) de projets et pour cela dépasser l'enceinte de l'abbaye. Avec l'arrivée d'un nouvel acteur de l'enseignement supérieur sur le territoire, à savoir l'école d'ostéopathie animale, de nouvelles synergies locales sont à inventer. Lorsqu'on l'interroge sur l'ancrage d'Arts et Métiers dans le territoire, il commence par rappeler ce qui a motivé son installation en 1901. A l'époque, la Ville et l'Etat souhaitaient qu'une institution publique s'installe sur le site emblématique de l'Abbaye. Côté Arts et Métiers et Enseignement supérieur, il avait été décidé qu'un campus soit établi sur le département en soutien des bassins industriels du Creusot, d'Autun et Chalon-sur-Saône. Or Cluny a toujours été un centre d'enseignement et d'éducation : du temps des moines bien sûr, mais aussi avec la révolution industrielle et l'école préexistante de contremaîtres pour l'industrie. L'installation d'Arts et Métiers sur le site de l'abbaye faisait donc sens. Michel Jauzein signale ensuite que les liens entre Arts et Métiers, et notamment ses laboratoires de recherche, et les industriels locaux se sont certes distendus pendant une période, par effet d'internationalisation, du fait de la tendance à passer des contrats de recherche avec de grands groupes, mais que la volonté est désormais de renouer avec le territoire, de s'appuyer sur le tissu économique local et régional. La Junior Entreprise des étudiants (AMJE) souhaite développer des partenariats avec les PME-TPE du secteur et au-delà, elle pourrait proposer des réponses aux besoins de la ComCom. Les spécialités du Laboratoire des Matériaux et Procédés, le laboratoire de recherche du campus de Cluny, sont le bois, les matériaux et la métallurgie, l'usinage. Pour le bois, l'équipe de recherche dédiée mène des investigations sur sa transformation, en lien avec

la ComCom, et son usage comme matériau de construction. Pour l'usinage, l'équipe de recherche est en lien avec des industriels locaux et de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Enfin, Michel Jauzein met en avant les événements étudiants qui permettent d'ouvrir le campus sur Cluny et le Clunisois, mais aussi plus largement : le Grand Gala, le Grand Bastringue, le festival de bandes dessinées et le Grand Défi sont autant d'occasions de faire rayonner la vie collective des étudiants sur la ville et le territoire, de créer des liens et des gains mutuels. Le directeur du campus constate qu'il reste beaucoup à faire dans ce domaine. Il concède qu'il n'est pas simple de connecter les activités des associations étudiantes du campus à celles des autres associations clunisoises. Dans le domaine du sport, les tournois s'organisent plus facilement entre les différents campus de l'ENSAM, ou avec l'école centrale de Lyon, qu'en local, avec les associations sportives clunisoises. En résumé, l'échelle de la vie étudiante est avant tout (micro)locale (attachée au campus), alors que celle de la formation et de la recherche est régionale, nationale et internationale.



Campus de Cluny



Source : le journal de Saône-et-Loire, photo prise lors du «Grand défi» 2021

Les incontournables Gadzarts

Claude Ranque, né Lyonnais, a intégré l'ENSAM à Cluny en tant qu'étudiant en 1964 après une prépa à Grenoble. Pendant 40 ans, il travaille dans le BTP puis dans la radiocommunication et prend sa retraite en 2005. Pendant toutes ces années, il a gardé un fort attachement à l'ENSAM de Cluny, l'école ainsi que son patrimoine, l'abbaye. Il a d'ailleurs acheté une résidence secondaire dans le coin qui est ensuite devenue sa résidence principale à la retraite. Il vient régulièrement aux fêtes traditionnelles de l'ENSAM où se mêlent des générations de gadzarts. Dans le cadre de son engagement au sein de l'AHCLAM, il promeut le patrimoine matériel et immatériel de l'école avec les étudiants, l'activité de l'association permet de garder une « mémoire des gadzarts ». Dans le musée, on trouve des photos des anciennes promos, les « clés » (grande clé en bois, une par promo), la photo du fondateur de l'ENSAM, etc. C'est un lieu de transmission des valeurs. Environ une dizaine d'étudiants sont choisis chaque année pour rejoindre cette association uniquement ouverte aux Gadzarts et ils se chargent des visites du musée et du travail d'archivage (chaque année les étudiants doivent sélectionner une association où ils donnent de leur temps : atelier de bricolage, foyer, etc.). Cela donne l'occasion à Claude Ranque de discuter avec les jeunes générations : les étudiants actuels sont curieux de la vie étudiante qu'il a connue. C'est pour lui un « bain de jouvence ». L'association est aussi engagée dans les problématiques de rénovation patrimoniale et de tourisme, elle travaille régulièrement avec le Centre des Monuments nationaux et l'office de tourisme.



Photos prises au musée de l'ENSAM.

Les Restos du Cœur

Francis Bacque, responsable du centre des Restos du Cœur de Cluny : « J'ai 67 ans, j'habite la région de Cluny depuis une dizaine d'années, je travaillais à Amiens, dans le financement de la formation professionnelle des agriculteurs. Quand je suis arrivé à la retraite, j'avais un peu de temps, ça fait un peu plus de 5 ans que je suis aux Restos du Cœur. Quand on s'engage aux restos, tous les ans on renouvelle son engagement. Le responsable peut l'être 5 ans au maximum. Quand on s'engage, ce n'est pas pour faire joli.

Qu'est-ce qui m'a fait m'engager ? Je suppose mon éducation judéo-chrétienne, mon souci de la justice et de la lutte contre les injustices, le souvenir d'une lecture qui m'a marqué, Les raisins de la colère, de J. Steinbeck.

Un des points qui m'a fait venir aux restos, c'est l'un des fondements qui repose sur l'accueil inconditionnel et sans jugement. On revendique notre totale indépendance à l'égard du politique et du religieux et un professionnalisme en particulier dans le respect des règles sanitaires. Pour cela, nous sommes aidés par l'équipe départementale et nationale.

On mobilise en moyenne 65 à 75 demi-journées de bénévolat par semaine, Les bénévoles ce sont presque tous des retraités, retraitées, à 65 % ils viennent du Clunisois. Tout le monde vient pour aider les plus démunis dans une démarche qui lie entre autres la convivialité, la responsabilité, l'autonomie, le sens de l'autre. On accueille environ 60 à 80 familles l'été, 90 à 100 l'hiver. L'activité se déroule sur quatre demi-journées par semaine le mardi matin, le mercredi matin et le jeudi matin pour la préparation et le jeudi après-midi pour l'accueil et la distribution.

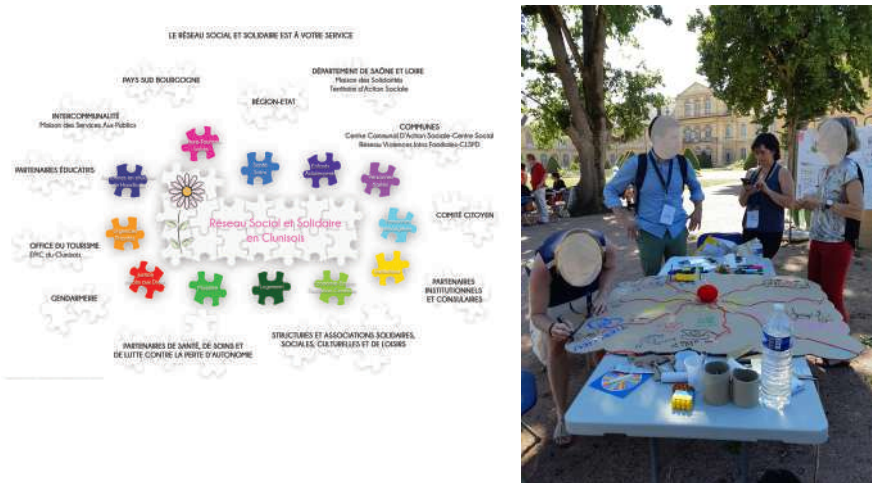
On a la distribution alimentaire, un coin café, un vestiaire pour les vêtements d'été ou d'hiver, un coiffeur, une bibliothèque, une ludothèque. On travaille en complémentarité avec les autres associations et les collectivités, les établissements scolaires aussi.

Ce qu'on pourrait améliorer, c'est le repérage des personnes « hors radar » qui pourraient prétendre à une aide des restos et qui ne viennent pas pour des raisons de peur (il n'est pas facile de pousser les portes des restos surtout la première fois), de difficultés de déplacements, en étant plus mobile, ou en leur permettant de l'être pour qu'elles viennent plus facilement ici.

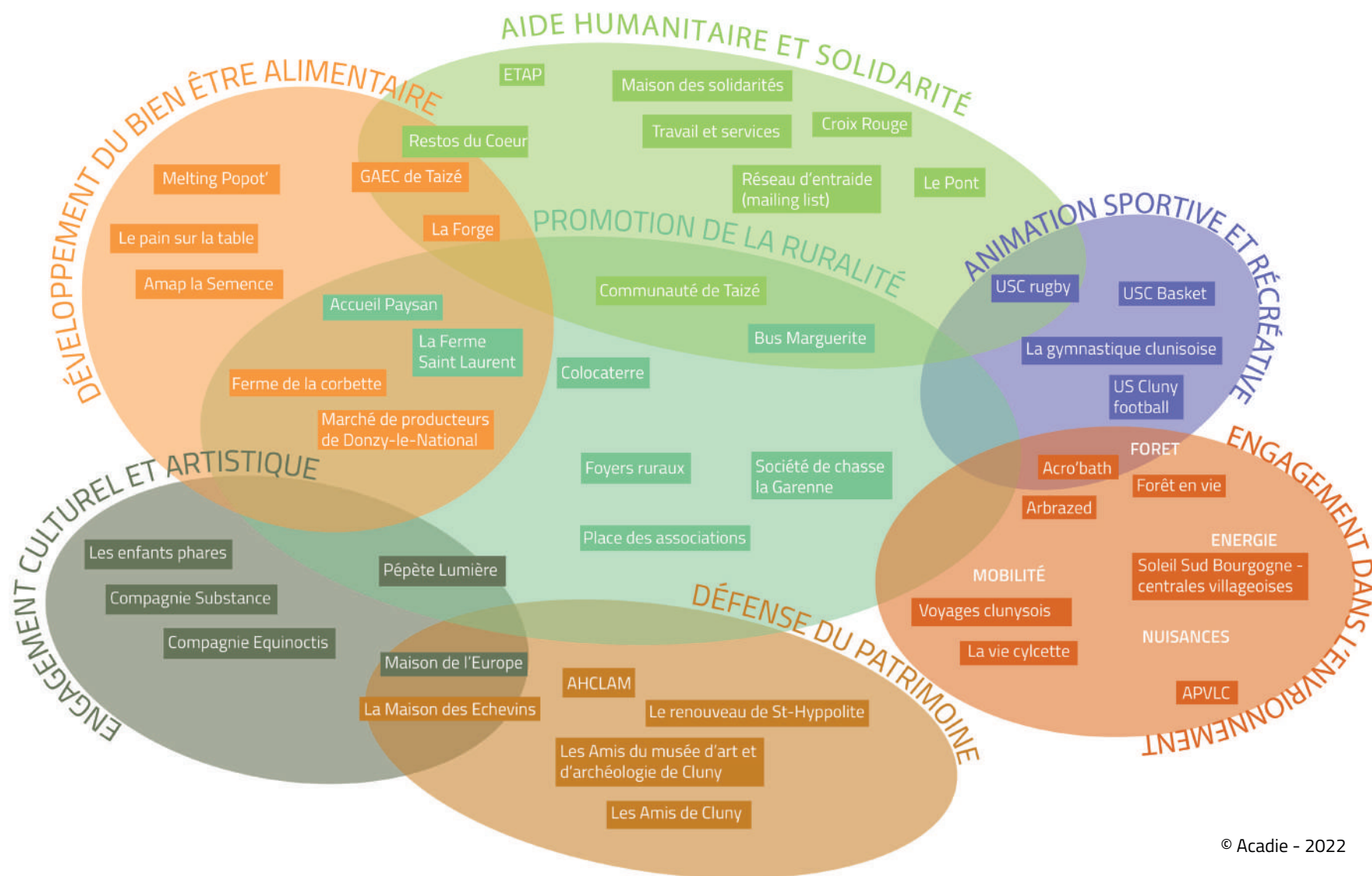
Il y a également la reconnaissance sociale du bénévole. Aux Restos du Cœur, on est 700 à 800 sur tout le département, pour un seul salarié. C'est un statut qu'on devrait pouvoir affirmer, par exemple au moment du recensement de population. »

Dedans - dehors

Myène Galimi est dans l'animation socio-culturelle depuis ses 16 ans (BAFA, puis formation dans les organismes d'éducation populaire), elle a toujours cherché dans son boulot la notion de partage, d'entraide. Elle est arrivée dans le Clunisois en 2006 puis y est devenue médiatrice sociale en 2014. Depuis elle essaye de fédérer l'ensemble des structures engagées dans la question sociale du territoire. Pour cela elle anime une mailing list qui rassemble des associations (ETAP, Restos du cœur, Croix Rouge, Secours catholique, etc.) et des citoyens. Les structures peuvent demander des coups de pouce pour des usagers/habitants par mail que Myène retransmet à l'ensemble des structures/personnes inscrites sur cette liste. Cette méthode permet aux individus de s'engager ponctuellement, de gérer son niveau d'engagement en fonction de son emploi du temps et de son désir. Par ailleurs, son poste lui permet d'avoir une fine connaissance des initiatives associatives dans le Clunisois. Selon elle, le dynamisme associatif est bien réel dans le clunisois, tellement qu'il est difficile de suivre le foisonnement d'initiatives. La CC pourrait avoir un rôle à jouer afin de mieux centraliser les informations concernant les actions. Mais certaines initiatives (association ou collectif) préfèrent garder leur distance avec l'acteur public afin de conserver leur identité propre et leur indépendance.



L'écosystème de l'engagement (première synthèse)



© Acadie - 2022

Réalisée à partir de nos rencontres et entretiens, cette interprétation de l'écosystème de l'engagement peut être soumise au débat : nous n'avons pas tout vu, tout saisi, tout articulé. L'engagement est vivant : de nouvelles initiatives apparaissent, d'autres se recomposent, le tableau n'est jamais fixe. De plus, la présentation en sept sphères d'engagement peut apparaître trop normative : beaucoup d'initiatives émergent à plusieurs d'entre elles et ne doivent pas être trop vite cataloguées, car c'est leur perméabilité à plusieurs objectifs ou vocations qui fait leur richesse.

Reste l'essentiel : **l'ensemble fait système**, parce que les personnes et les initiatives s'entremêlent, se recourent, se nourrissent mutuellement. Par exemple la **Ferme Saint-Laurent** a vu passer bon nombre de nos interlocuteurs, et accueille très probablement un certain nombre de futur.e.s engagé.e.s. **Le Bus Marguerite** a pour vocation même de faire se rencontrer les projets, les attentes, les idées. **Place des Associations** a la même fonction, comme on l'a vu.

Ce qu'on peut retenir de cette lecture de l'écosystème de l'engagement, c'est :

- *D'une part, l'importance du fonctionnement en grappes d'initiatives et/ou d'associations, autour d'intentions partagées : ces grappes sont fortes dans le domaine de la solidarité sociale et de l'action humanitaire, ou bien autour de l'enjeu alimentaire, ou encore dans le monde de l'animation et de la promotion rurale. Elles sont **peut-être moins identifiées dans le champ des transitions et des solutions durables** (énergies renouvelables, mobilités douces et actives, métabolisme territorial), sur la question du logement et de l'accueil (pas uniquement des personnes en détresse), ou dans le domaine artistique et culturel (avec toute sa diversité et son foisonnement). Il ne s'agit pas du tout de chercher à mettre « tout le monde en réseau », n'y d'inscrire chaque sujet dans une case, mais plus simplement de débattre des champs d'engagement qui pourraient avoir besoin d'un coup de pouce.*
- *D'autre part, l'importance des dispositifs (et des personnes qui les animent !) de médiation : cette fonction est vitale pour l'engagement, lequel est par nature une démarche « vers autrui ». Il arrive cependant que l'engagement se cantonne à une relation assez fermée, et « exclusive », soit à un public, soit à une cause, et l'engagement peut alors prendre la forme d'un retrait, d'une défiance, vis-à-vis d'autres acteurs qui agissent dans le même champ, mais pas avec les mêmes valeurs. **L'engagement sécessionniste existe aussi dans la société française aujourd'hui.** Si l'on veut éviter cette dérive, qui peut relever parfois de la quête d'un bonheur commun, mais entre-soi, il faut **organiser la circulation permanente des initiatives, des envies, des énergies.** La notion « d'écosystème de l'engagement » prend alors tout son sens.*



2. ECLAIRER LES BORDS

La notion d'écosystème de l'engagement à laquelle aboutit la partie précédente pourrait être trompeuse : tout n'est pas harmonieusement agencé, articulé, synergique, dans le petit monde de l'engagement clunisois. Il y a aussi, bien évidemment, des manques, des faiblesses, des absences, mais aussi des paradoxes, des émergences, des basculements. On les explorera par :

- **Les facteurs socialement limitants, qui explique des dynamiques d'engagement inégales** d'une commune à l'autre au sein de la communauté de communes du Clunisois.
- **Les nouvelles formes d'engagement** qui demandent à être mieux reconnues, et qui appellent une différenciation des formes de soutien et de partenariat de la part de la Communauté.

Ce complément d'analyse de l'engagement citoyen et habitant dans le Clunisois est éclairé par 4 nouveaux portraits d'engagé.e.s.

Le Clunisois ne se transforme pas partout d'un même pas

S'il y a des engagés, c'est qu'il y a aussi des désengagés, voire des « déçagés ». Entendons par là, au-delà de la brutalité de la formule, des personnes qui ne vivent pas le Clunisois avec la même envie, ou la même capacité, d'aller au-devant d'autrui, selon la formule retenue pour approcher l'engagement.

Pour s'engager dans des causes collectives quelles qu'elles soient, il faut, comme chacun sait, ne pas avoir trop le sentiment de subir sa vie personnelle, être en mesure d'y trouver des ressources pour « sortir de soi », voire même avoir l'énergie de s'intéresser aux problèmes des autres, à condition de ne pas être entièrement occupé par les siens.

Ce diagnostic de l'engagement ne serait pas complet s'il n'apportait pas quelques éclairages sur « l'envers de l'engagement », les causes du non-engagement, ou du renoncement à la poursuite de l'engagement.

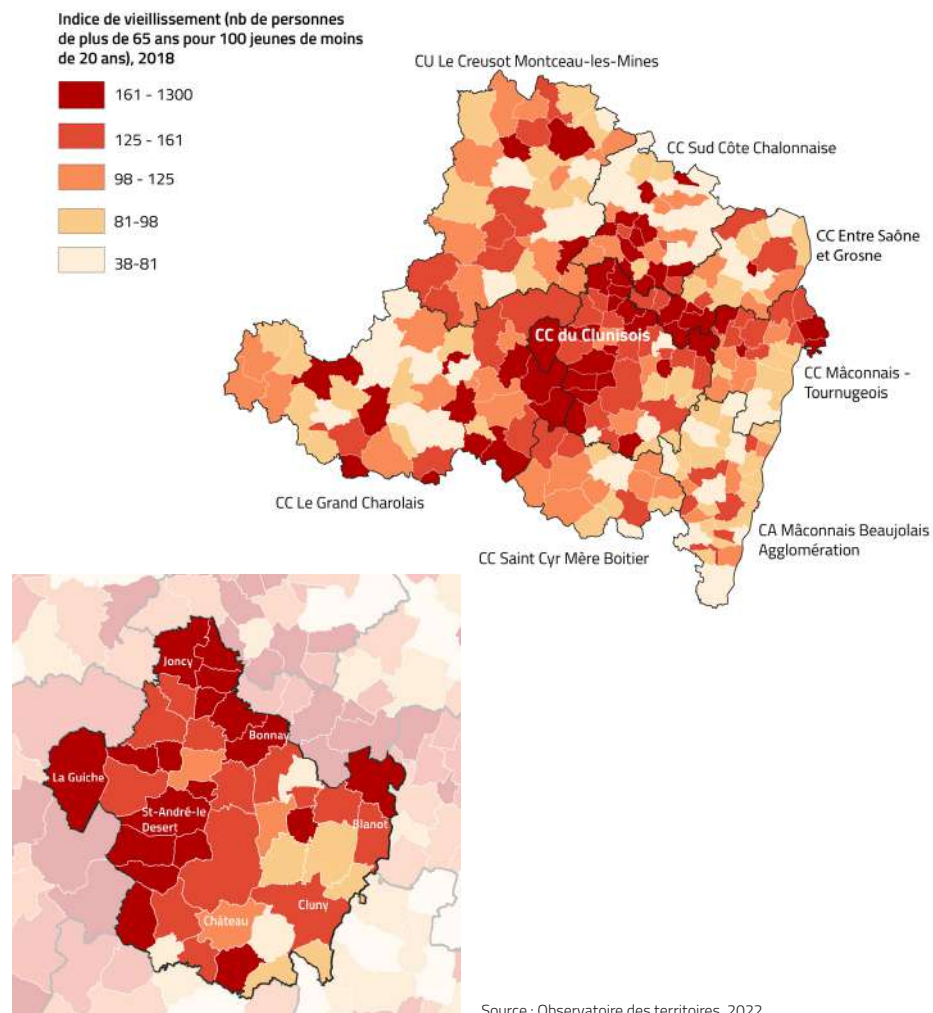
On a déjà vu un certain nombre de remarques sur ce qu'on pourrait appeler la **fatigue de l'engagement et l'érosion du bénévolat**, qui font depuis de nombreuses années l'objet d'alertes nationales. On n'entreprendra pas ici une discussion de fond sur ces sujets, qui traversent depuis des décennies le monde politique et syndical, ont pris une nouvelle tournure avec la crise pandémique et les confinements, et interrogent la société toute entière dans ses fondements. C'est bien une des causes du lancement de la démarche expérimentale « Territoires d'engagement » proposée par l'ANCT.

On s'en tiendra aux réalités territoriales et sociales du Clunisois. Les fragilités, l'isolement, les micro-fractures ne l'épargnent pas. Ils sont à la fois une des causes de l'engagement en général, et ce qui peut le pénaliser. **Dès qu'on sort de Cluny même et qu'on va à la rencontre des habitants et des acteurs des villages alentour, les discours changent.** Il y a des zones de très faible densité heureuses, et d'autres qui le sont moins. Les effets de confins, entre Cluny, Montceau, Charolles, notamment, sont miraculeux pour celles et ceux qui peuvent y déployer toutes leurs ressources de mobilité, d'accessibilité, de valorisation personnelle. Ils sont beaucoup plus problématiques pour d'autres.

Premier facteur de différenciation de l'engagement selon les différentes communes du Clunisois : **la composition générationnelle de la population**, mesurée ici par l'indice de vieillissement (carte 1). Globalement, **le Clunisois est caractérisé par un indice de vieillissement (part des plus de 65 ans rapportée à la part des moins de 20 ans) significativement plus élevé que celui des communautés voisines.** A l'intérieur du Clunisois, on voit cependant plus d'une nuance entre le nord (Jonchy, Bonnay) et l'ouest (La Guiche, Saint-André-le-Désert), et l'est et le sud de la communauté, autour de Cluny et de Château. Le problème n'est pas tant la présence forte des personnes âgées (les retraités sont les animateurs principaux des associations,

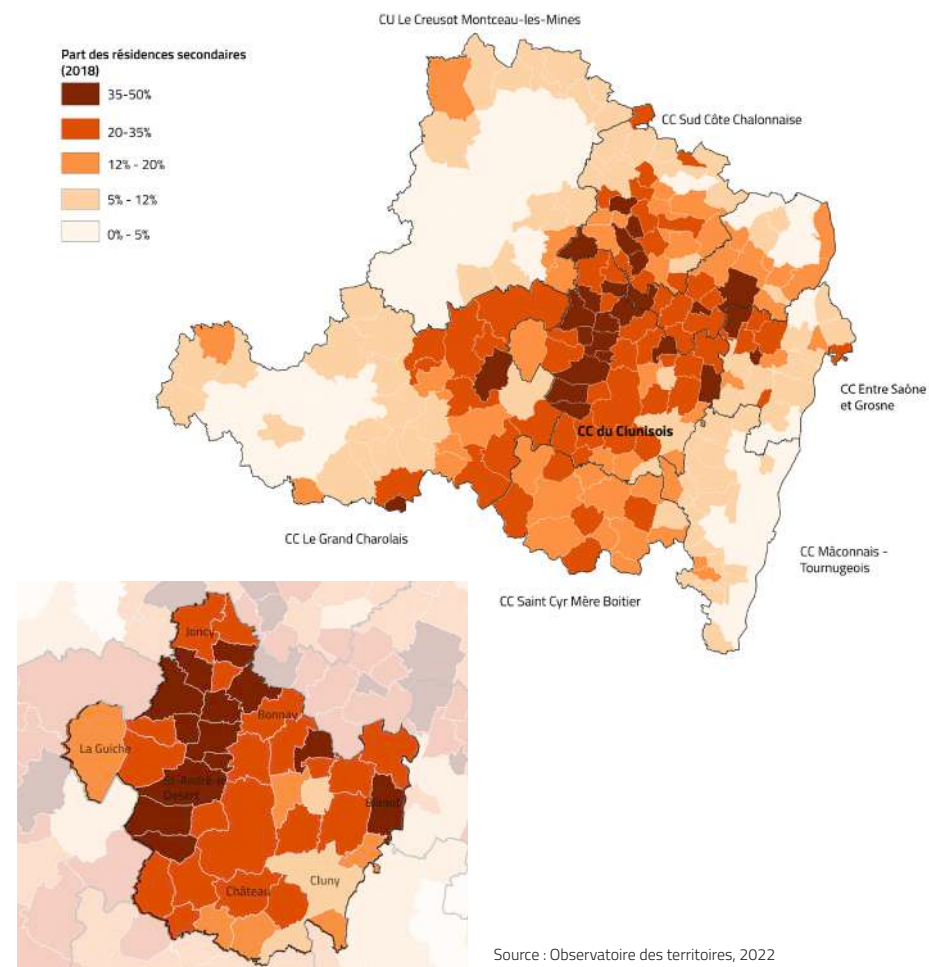
comme on le sait), que le fait qu'il n'y ait pas partout « le relais qu'est jeunesse », avec ce qu'elle peut apporter aussi comme aspirations, propositions, énergie. Nous l'avons bien vu avec nos interlocuteurs : aucun n'avait moins de 20 ans, mais beaucoup avaient la trentaine ou la quarantaine et voyaient dans leur inscription dans le Clunisois une première étape de vie. Lorsque ce type d'habitants manque, il est clair que la vie communale s'en ressent.

Carte 1 : Composition générationnelle



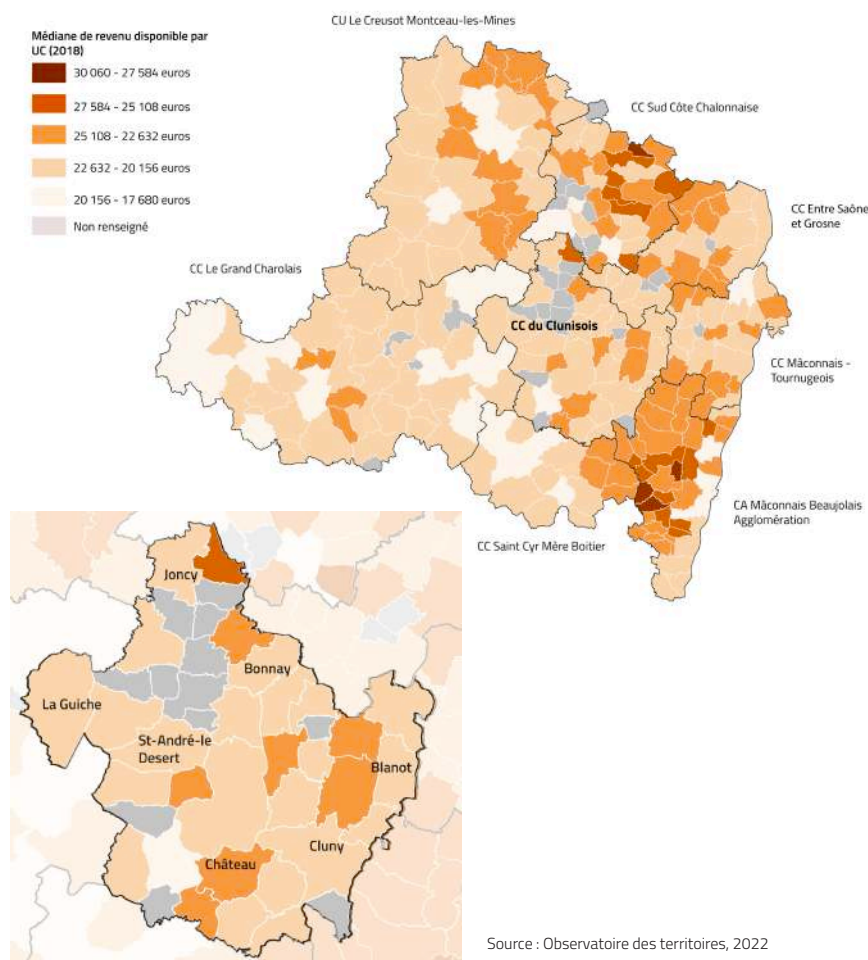
Deuxième facteur : **le poids des résidences secondaires** (carte 2). La géographie en est quasiment la même que la précédente, en un peu plus accentuée encore. **Le Clunisois est le cœur du marché de la résidence secondaire dans le département**, et à l'intérieur de la communauté, on voit bien en particulier l'effet d'attraction résidentielle de la charmante vallée de La Guye et de ses coteaux boisés. Tout le territoire est concerné, sauf Cluny où l'importance du parc principal relativise la présence des résidences secondaires. Partout, il est clair que le poids d'habitants intermittents et saisonniers ne favorise pas l'interconnaissance dans la durée et l'implication dans la vie locale. Il resterait à mieux apprécier la dynamique de ce marché de la résidence secondaire, pour objectiver ce qui est en train de se passer (y compris avec la crise sanitaire et le soi-disant « exode urbain »), sans négliger le fait que les résidences secondaires deviennent parfois principales au fil du temps.

Carte 2 : Poids des résidences secondaires



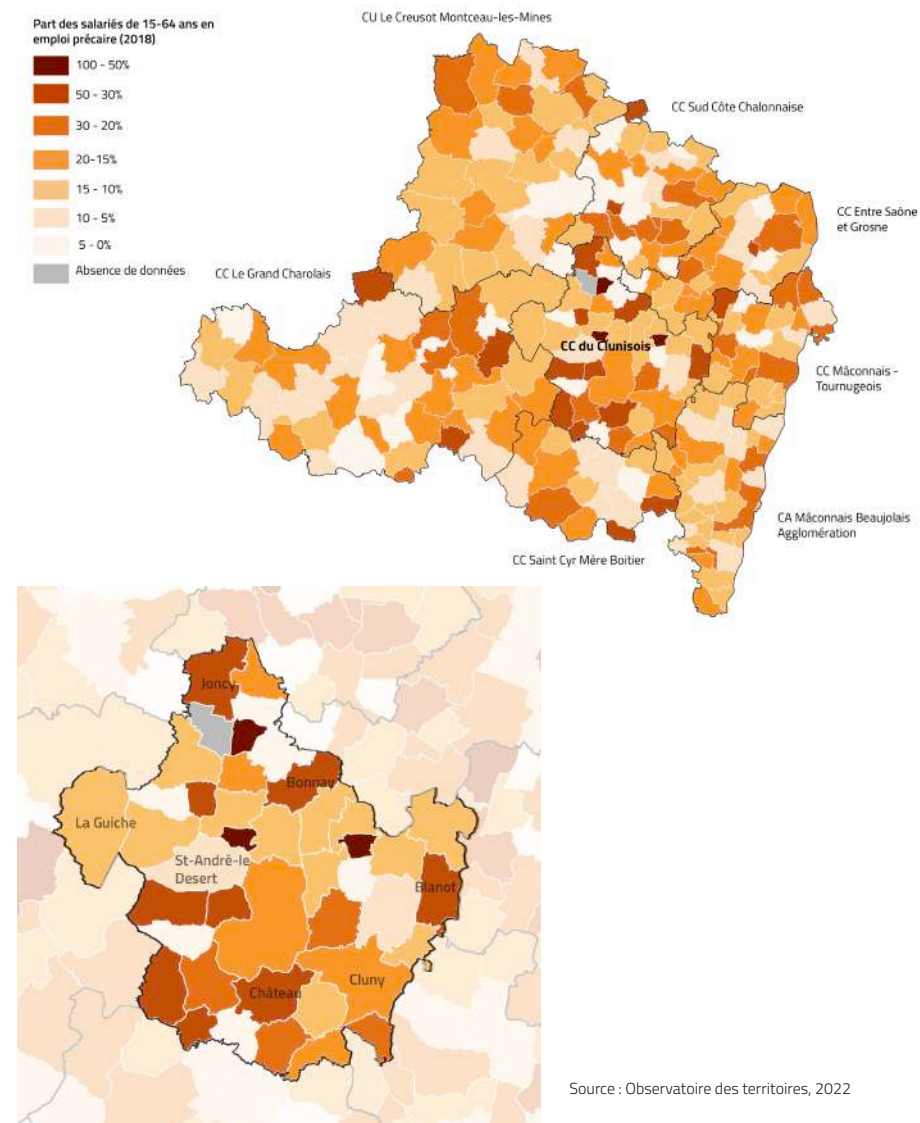
Troisième facteur éclairant les écarts possibles d'engagement dans le Clunisois : **le revenu moyen des ménages** (carte 3). Il est 20 % plus élevé dans la commune au revenu moyen des ménages le plus haut (Saint-Clément-sur-Guye, 25 470 € en 2018), que dans la commune au revenu moyen des ménages le plus bas (Pressy-sous-Dondin, 20 180), avec cette fois encore une géographie est/ouest assez nette, pour autant que la présence de communes sous le seuil du secret statistique permette de la voir. Il faudrait pouvoir affiner avec la cartographie du premier et du dernier décile de revenus (ce que le passage de toutes les communes du Clunisois, sauf Cluny, sous le dit-seuil, ne permet pas de faire), mais on ne prend pas de risque en estimant que l'ouest de la communauté est socialement plus modeste que l'est, ce qui peut, dans une certaine mesure, expliquer des écarts dans l'engagement, sans raisonnement automatique pour autant.

Carte 3 : Revenu moyen des ménages



Un dernier facteur éclairant est celui de la **précarité des actifs salariés** (carte 4). Cette carte est loin de résumer la géographie de la précarité, puisqu'elle ne concerne que la population de référence citée. Toutefois, on notera que les trois communes où le taux de précarité de cette population des actifs salariés est le plus élevé dans le département sont toutes dans le Clunisois (Saint-Huruge, Chérizet, Taizé).

Carte 4 : Précarité des actifs salariés



Quand le village change

Pierre Nugues a 58 ans, il est producteur en viande, sur une exploitation familiale, et maire depuis 2 mandats (élu depuis 4), après son père, maire pendant 37 ans.

Monsieur Nugues a fait le choix de prendre la succession de son père pour assumer le rôle de Maire car il se sent impliqué dans la vie communale de tous les jours pour le bien vivre à Château. Il aime rendre service aux administrés sans rien attendre en retour.

Château est un village situé dans un vallon à proximité de Cluny, dénombant 800 habitants en 1831, 130 en 1975 et 250 aujourd'hui. Ce village très dynamique s'appuie sur les nombreuses associations qui le font vivre : « L'Amicale de Château » (association basée sur les activités et manifestations locales faisant vivre le village) ; « Château patrimoine » (association plutôt axée sur la préservation du patrimoine existant bâti et vernaculaire) ; « La société de chasse », « Sérénia Yoga » (association proposant des cours de yoga), le GAEC de la ferme St-Laurent (ferme en biodynamie proposant la vente de produits locaux). La commune accueille de nombreux événements : le trail annuel organisé par l'Amicale de Château, le passage du rallye automobile et le repas du Beaujolais nouveau.

On voit, depuis ces dernières années, le village changer de population avec l'arrivée de néoruraux précédemment installés à Paris, Lille, au Québec, aux États-Unis. Parmi eux, certains travaillent à Genève, en Autriche... et sont attirés entre autres par la situation géographique stratégique de Château (RCEA, autoroute A6, TGV et aéroport de Lyon St-Exupéry à proximité). Ce phénomène participe à une montée des prix des logements qui, selon Pierre Nugues, feine l'accès à l'immobilier pour les locaux.

Par ailleurs, il explique que les différences socio-culturelles entre les locaux et les néoruraux entraînent quelques tensions néanmoins très vite estompées lors des rencontres et manifestations qui se déroulent à Château. Cependant, avec la pandémie, l'intégration dans la vie du village n'est pas toujours facile ces deux dernières années.

Pierre Nugues s'inquiète du devenir de cette ruralité, sachant que beaucoup de jeunes ayant grandi à Château quittent la commune pour s'installer en ville pour y trouver du travail. Alors que la commune comptait en 1985 25 exploitations agricoles, elle n'accueille plus aujourd'hui que 5 exploitants. Or, d'après Pierre Nugues, l'entretien du territoire est réalisé à 95% par des agriculteurs locaux.

Renouveau de l'engagement ?

« **On ne s'engage plus comme avant** » : très souvent, cette remarque nous a été faite, par exemple par des militants ou des quasi-professionnels de l'engagement, comme Chantal Tramoy et Edith Bonnet (voir leurs témoignages dans la première partie), grâce au recul qui est aujourd'hui le leur. Cela signifie qu'on s'engage moins dans les structures héritées et selon les modalités de la génération qui constate cette évolution, mais **pas nécessairement qu'on s'engage intrinsèquement moins**. Il faut être d'autant plus attentif aux nouvelles formes d'engagement qu'il y a peu de chances de faire venir ou revenir dans les anciennes formes la part de la population locale qui n'a pas la culture de l'engagement au sens des années 1970-80.

Il y a une crise du bénévolat dans les associations. Mais en même temps, l'arrivée dans le Clunisois de toute une frange de population portée par des idéaux transformateurs, et bien décidée à donner à ses projets personnels un sens collectif, renouvelle ce qu'il convient d'appeler « l'engagement ». C'est le grand renversement : jadis, on rejoignait des collectifs pour dépasser ses intérêts personnels et on trouvait l'épanouissement dans cette sublimation de l'individu par le collectif ; aujourd'hui, c'est à partir de la rencontre heureuse entre des intérêts personnels que se constituent des petits collectifs au sein desquels le projet personnel ne disparaît jamais. En résumé, **l'engagement était une aventure collective dans laquelle les individus s'effaçaient. C'est désormais une aventure personnelle dans laquelle les collectifs ne sont que des moyens, y compris éphémères.**

Ce renversement des rapports entre individus et collectifs est observé, en France et dans bien d'autres pays, avec une compréhension croissante depuis une ou deux décennies. Il est progressif, et les formes anciennes et nouvelles d'engagement vont coexister longtemps. Un des problèmes que pose cette coexistence à un territoire comme le Clunisois, c'est la difficulté de **reconnaissance de cette diversité**, le désarroi qu'elle peut générer, et l'erreur d'appréciation qui peut en résulter.

C'est pourquoi il est crucial de raconter l'engagement tel qu'il se pratique, et non pas tel qu'on estime qu'il doit être codifié, par des cadres reconnus. Les figures de l'engagement se diversifient. La question du bénévolat n'en est qu'une parmi d'autres. Pour beaucoup des engagé.e.s que nous avons rencontré.e.s, ce n'est pas dans ce terme qu'ils et elles se reconnaissent, même s'ils et elles le respectent et comprennent sa nécessité par ailleurs. Il ne s'agit pas tant pour ces personnes de faire vivre une association, que de développer un projet personnel avec d'autres, dans une entente collective. C'est un engagement à la fois plus personnel, plus autonome et d'une certaine façon plus fondamental, parce que **qu'il n'est plus un « à côté » de la vie personnelle, mais cette vie elle-même.**

Si l'on rapporte cette lecture du changement des modalités de l'engagement aux divers champs de « l'écosystème de l'engagement » (voir supra), on peut affiner le diagnostic, même empiriquement.

Dans les domaines où l'engagement associatif est ancien ou très ancien, et fortement structuré sur le mode associatif, comme le sport, la promotion du patrimoine, l'éducation populaire en milieu rural, il est clair que l'essoufflement est manifeste et que ces domaines souffrent d'une sorte de crise des vocations. Vue depuis ces domaines classiques d'engagement, la dynamique est négative. Mais pendant ce temps, tous les domaines où s'entreprennent des transitions dans les modes de vie, de consommation, de travail, l'épanouissement personnel et le bien-être, la réponse aux besoins quotidiens, l'habitat, l'énergie sont de toute évidence traversés par de nouvelles dynamiques d'engagement, qui vont très au-delà du bénévolat.

Si cette analyse est confirmée et partagée par les acteurs du Clunisois, il conviendrait d'en tirer les conséquences en matière de « politique territoriale de l'engagement ». Les sept domaines identifiés dans l'écosystème de l'engagement (et d'autres encore sans doute) n'appellent pas les mêmes approches de la part de la Communauté de communes du Clunisois, parce que les dynamiques d'engagement n'y sont pas les mêmes :

- *Il faut pouvoir appuyer ceux de ces domaines dont les bases associatives sont structurantes en termes de quasi-services publics (sport, action sociale et humanitaire, parmi d'autres), et qui ont sans doute besoin aujourd'hui d'être un peu moins dépendantes du seul bénévolat, et un peu plus sécurisées dans l'exercice de leur mission d'intérêt public. L'histoire des institutions est riche de ces prises en charge qui ont vu un certain nombre d'activités collectives initialement nées en dehors du champ de l'action publique, la rejoindre et l'étendre, fut-ce avec des statuts intermédiaires. La puissance publique locale ne doit pas tout faire, c'est pourquoi les relais de l'action sociale et solidaire que sont bon nombre d'associations historiques lui sont essentiels, et doivent être attentivement soutenus.*
- *Mais il faut probablement s'y prendre tout à fait autrement pour accompagner les dynamiques nouvelles et les aventures singulières qu'elles génèrent, dans d'autres domaines, en particulier ceux de la transition écologique sous toutes ses formes. On rencontre là des personnes et des projets qui ne sont pas forcément demandeurs d'un plus grand rapprochement avec la puissance publique, au contraire. Pour autant, ils et elles ne sont pas hostiles, dès lors que leur autonomie d'engagement est respectée. Chaque cas est particulier, parce que chaque projet d'engagement est singulier. Cela appelle une relation entre la communauté de communes et ces engagés qui demande du temps, du sur-mesure, de l'agilité, et des modalités nouvelles.*

Militants du vélo

Pierre Levin est un habitant de la Communauté de communes voisine au clunisois. Il est engagé sur les questions de mobilité douce depuis maintenant 40 ans. Il a notamment créé une association dont l'objet consiste à « promouvoir une jonction sécurisée pour les cyclistes de la Voie Verte existante de Cluny jusqu'au lac de Saint Point » intégré par le Département dans l'élaboration de son nouveau schéma directeur des Voies Vertes mais pour une visée touristique tandis qu'il défendait une utilisation quotidienne pour répondre aux déplacements pendulaires des individus. Malgré cela, il continue de défendre son projet. Aujourd'hui, avec les autres adhérents, ils identifient les parcelles où cette voie verte passerait et engagent une négociation informelle avec les propriétaires, souvent des exploitants en jouant sur les liens familiaux et amicaux. Ces liens permettent d'entrer dans une négociation que la puissance publique n'a pas les capacités de faire, trop institutionnelle. A côté de cet engagement, il a participé à la création de la « vie cyclette » avec Marie Bonnot. Cette initiative entretient des liens très étroits avec la Communauté de communes qui a répondu à un appel à projet de l'Ademe pour subventionner l'association. L'association, qui compte aujourd'hui 130 adhérents, sensibilise les acteurs concernés pour un développement d'infrastructures pour les cyclistes et propose des ateliers de réparation dans un local à Cluny. L'atelier de réparation a demandé une formation au préalable, pour cela ils ont pu compter sur une association amie « Macon vélo », l'objectif ensuite est de transmettre ce savoir aux adhérents et cyclistes du territoire. L'association a aussi organisé des événements pour se faire connaître, comme le « Défi jeune ». Néanmoins, comme pour beaucoup d'associations, l'engagement sur du long terme reste difficile. Pierre et Marie ont beaucoup donné ces deux dernières années pour la Viecyclette et ils comptent diminuer quelque peu leur effort, notamment pour trouver un équilibre entre tous leurs engagements (familial, professionnel, personnel, etc.). Il leur manque des bénévoles vraiment engagés pour pouvoir garder le rythme d'événements de ces deux dernières années.



A Saint Marcelin de Cray, Élise, est devenue propriétaire l'année passé de « La Bonnette », une ferme située sur les hauteurs de St Marcelin de Cray, sous la protection bienveillante de la chapelle St Quentin. « La Bonnette » se compose d'une maison d'habitation, accolée de bâtiments agricoles et entourée de 39 hectares de pâturages arborés. Accompagnée de Renata, danseuse dans le Clunisois originaire de Budapest, et Sabrina, artiste équestre belge (que l'on appelle aussi « la Négresse à Cheval »), elles construisent un Tiers-Lieu Permaculturel. Elles souhaitent rendre disponible le domaine pour des projets artistiques, associatifs, agricoles et écologiques menés par des acteurs locaux. Leur volonté est de mettre en lumière (sur la scène et dans les prés) les alternatives au mode de vie prôné par une société de consommation en crise. Créant une synergie entre les thématiques artistiques, agricoles et écologiques, « La Bonnette » souhaite devenir un lieu propice à des rencontres fructueuses entre des acteurs qui ont tout à gagner à travailler ensemble.

Sabrina est arrivée de Belgique à Cluny pour une résidence au haras national en 2011. Son coup de foudre pour le territoire l'a amenée à s'installer durablement à Cormatin tout d'abord. Un crowdfunding et des subventions lui ont permis d'acheter un chapiteau et la mairie lui a mis à disposition un terrain pour s'y installer (elle loge en habitat léger) avec ses 12 chevaux. Renata est arrivée dans le clunisois suite à une rencontre amoureuse. Elle décide de finaliser son premier solo de danse au théâtre de Cluny et rencontre Sabrina. Elles montent toutes les deux un premier spectacle qui se savoure dans le chapiteau de Sabrina, puis continuent de travailler ensemble tout d'abord en autoproduction et autodiffusion, puis dans des cadres plus institutionnels. Élise, ancienne journaliste culturelle à Paris, a opéré un changement professionnel il y a 8 ans dans l'activité équestre. Elle a ensuite vagabondé autour du monde (désert d'Atacama, Espagne, Martinique, etc.) avant de revenir pour s'installer en France, auprès des siens. Lors d'un séjour à Cluny, elle rencontre Sabrina pour qui elle a un coup de foudre amical, culturel et réciproque. Pendant deux ans, période de crise sanitaire, Elise aide Sabrina au soin des chevaux et travaille sur l'administration de sa compagnie et de celle de Renata, qui devient elle aussi une amie. Puis elle achète une maison à Saint Marcelin de Cray où s'installent Sabrina, ses 12 chevaux et sa yourte.

Cette maison et ses 37 hectares permettent à ces trois engagées de penser des projets qu'elles ne pouvaient pas mettre en place avant. Pour Renata et Sabrina, c'est notamment un espace pour créer un lieu de résidence où les artistes pourront travailler sans avoir cette exigence de produire un spectacle. En effet, aujourd'hui, les subventions ne financent pas les dépenses de fonctionnement, pourtant essentielles, et cela peut transformer leur pratique en une course à la production de spectacles, loin de leur laisser la tranquillité d'esprit nécessaire à la création.

Le projet de La Bonnette s'écrit au fur et à mesure des rencontres, suivant les envies et besoins des personnes rencontrées quand elles résonnent avec le projet.

Concrètement, le chapiteau de la compagnie de Sabrina (Compagnie Equinoctis) planté au sommet de la colline, pourra être utilisé comme lieu de répétition et de représentation par des artistes locaux ou en résidence. Un deuxième espace de répétition dédié à la danse (avec l'indispensable plancher) est en cours de conception par la compagnie de Renata (Compagnie

Substance). Ces espaces pourront également accueillir un public amateur, dans le cadre de stages, ainsi que tout autre manifestation organisée par les autres usagers de la Bonnette (conférences, réunions, projections).

Les 37 hectares de prairies sont occupés par les 12 chevaux de Sabrina qui y vivent été comme hiver, une vraie vie de cheval, en troupeau. Ils profitent de l'abri offert par les nombreux espaces boisés, et du fort dénivelé pour conserver leur corps d'athlète.

Laurent Bosserelle, apiculteur à Malay, est en train d'installer des ruches qui profiteront des châtaigniers, acacias et autres églantiers du terrain. Pierre Bonnard, Paysan Boulanger à Chevagny-sur-Guye, cultivera des céréales sur quelques hectares en rotation avec le pâturage. Il reste suffisamment de place sur les terrains pour envisager d'autres activités.

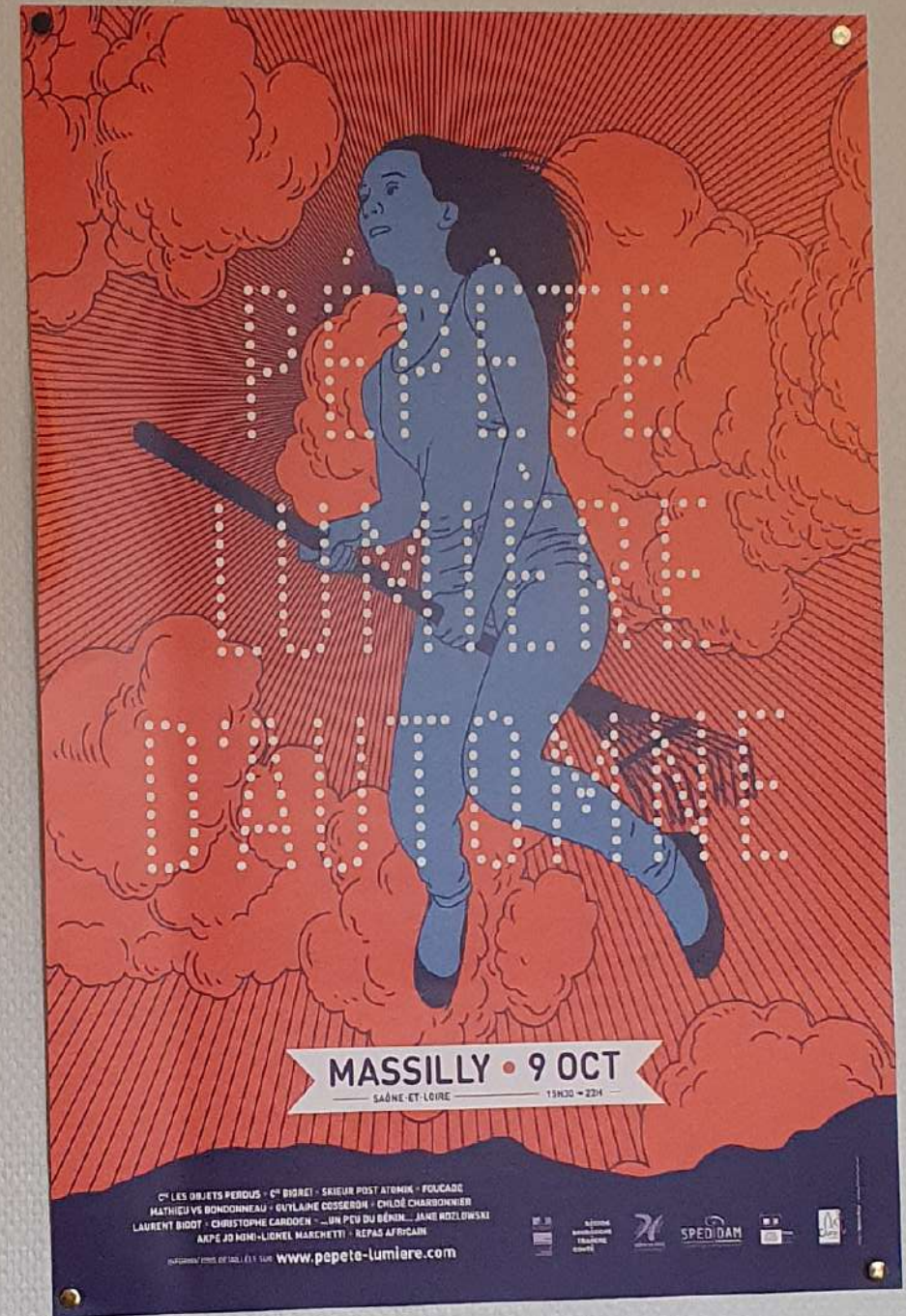
Un projet de Centrale photovoltaïque est à l'étude avec les Centrales Villageoises Soleil Sud Bourgogne, qui pourrait à la fois alimenter le chapiteau en électricité et proposer aux locaux une électricité solaire à faible coût grâce à l'autoconsommation collective. D'autre part, La Bonnette rentrera bientôt dans le capital du groupement Forestier Citoyen la « Forêt Hospitalière » (qui gère les forêts de façon durable) grâce à un apport en nature de parcelles de bois. Sabrina, Renata et Elise espèrent pouvoir promouvoir le travail de ces associations qui effectuent un travail essentiel, aussi bien auprès des agriculteurs que des spectateurs ou artistes. Elles se déclarent disponibles pour rencontrer d'autres acteurs locaux et faire grandir le projet avec l'aide de tous. Les bâtiments agricoles sont à aménager, et plusieurs projets sont en cours d'élaboration : un artisan en métal est intéressé pour s'installer, et un atelier mécanique est en réflexion, mais là encore, il reste de la place !



Photos prises lors de la visite du site

L'entrepreneur engagé

Yoann Cotte s'est installé dans la région il y a 18 ans, lorsqu'il a racheté l'entreprise « Voyages Clunyois » qui comptait à l'époque moins de 10 salariés, et dont le cœur de métier est le transport collectif. Yoann Cotte a élargi l'aire de rayonnement des Voyages Clunyois, qui emploient aujourd'hui une soixantaine de salariés, racheté une petite structure du Brionnais comptant une vingtaine de salariés, s'est associé à un groupe familial en Isère. Alors que l'entreprise se concentrait sur le transport collectif occasionnel au départ, notamment pour les associations organisant un à deux voyages par an pour leurs adhérents, les voyages scolaires représentent aujourd'hui un volant de l'activité très important. Yoann Cotte a vu la ComCom grandir et estime entretenir un bon dialogue avec ses élus et agents : « on se croise, on se connaît, on se parle ». Il a travaillé pour la ComCom et continue à le faire aujourd'hui, c'est même son 2ème plus gros client après la Région pour le transport à la demande (TAD). Il estime que son entreprise et les élus de la collectivité ont des intérêts communs incontestables, qu'ils doivent « réussir ensemble ». Aller plus loin dans les relations avec la ComCom, ce serait pour lui la conseiller sur son schéma de mobilité, maintenant que la collectivité a fait le choix « courageux » de devenir AOM, être force de proposition en ce qui concerne les mobilités collectives, au bénéfice des habitants des campagnes en particulier. Yoann Cotte a des idées et dit être prêt à engager son entreprise dans la mise en place de solutions expérimentales. Il souligne aussi que tous les capitaux propres de l'entreprise sont réunis ici dans le Clunisois, ce qui marque son engagement dans et pour le territoire, dont il connaît les spécificités et besoins, et pour le développement économique local. Yoann Cotte participe d'ailleurs à de nombreux groupes de travail et de réflexion autour du projet « Territoire zéro chômeur de longue durée » porté par la ComCom. Il fait état des difficultés de recrutement qu'il rencontre, et même d'une pénurie de main d'œuvre, du fait de l'inadéquation entre les emplois proposés et les demandes et aspirations des actifs du territoire en recherche de travail.



3. L'ARTICULATION ENTRE ACTION COLLECTIVE ET ACTION PUBLIQUE

Point d'aboutissement de notre travail : **la bonification des relations entre ce qui se passe dans l'écosystème de l'engagement citoyen et habitant d'une part, et ce que porte et réalise la communauté de communes du Clunisois d'autre part.** Convenons d'appeler « Action collective » le premier ensemble, et « action publique » le second (qui accueille bien évidemment les missions et actions des autres niveaux de pouvoirs locaux, communes et département).

De notre enquête de diagnostic, il ressort que ces relations sont bonnes dans le Clunisois. Il ne s'agit ni de les créer, ni de les réparer. Il s'agit de les intensifier et d'augmenter leur utilité, au bénéfice des deux côtés : une action collective mieux soutenue et accompagnée dans ses mutations ; et une action publique utilement prolongée par l'engagement de la société civile.

Cette troisième partie décrit les vecteurs en place de cette articulation globalement satisfaisante, puis fait des propositions pour aller encore plus loin en ce sens, notamment par ce que nous avons appelé tout au long de ce qui précède une « politique de l'engagement ».

Une dernière série de 5 portraits d'engagé.e.s illustre le propos.

Passeurs et passages

A l'articulation entre action collective (AC) et action publique (AP), il y a **d'abord des personnes, des individus qui tiennent le rôle de passeurs** entre ces deux petits mondes d'action, en toute conscience ou au contraire sans y prêter attention. Avant de réfléchir à l'amélioration de la médiation entre AC et AP, voire à sa professionnalisation, il faut bien prendre la mesure des passeurs et des passages déjà en place, non pas tant pour leur rendre hommage (quoique), que pour ne rien imaginer qui leur soit étranger, car tout s'appuiera in fine sur eux.

Les quatre portraits qui suivent illustrent les deux principales postures de médiation que nous avons rencontrées (d'autres portraits précédents les confirment) :

- **La médiation politique**, dont c'est là une des fonctions intrinsèques. Le plus souvent il s'agit d'élus, qui sont aussi des militants, des bénévoles dans des associations, des animateurs de la vie locale, des engagés d'une façon ou d'une autre, en sus et en complément de l'engagement que représente leur mandat local.
- **La médiation technicisée**, c'est-à-dire celle qui se propose au nom d'une expertise, d'un savoir professionnel, d'une parole « sachante », d'une capacité de conseil. Le statut de ces médiateurs est beaucoup plus varié. Certains travaillent dans la communauté de communes du Clunisois, tout en s'engageant en dehors de leur temps de travail dans le même domaine. A l'inverse, d'autres éclairent ou relayent l'action publique sans en être statutairement parties prenantes, mais en lui étant très liés en pratique.

Tous les élus ne sont pas dans la médiation entre AC et AP, et nous en avons rencontrés qui se consacrent classiquement à leur mission de responsables de la collectivité locale, certes toujours en rapport étroit avec les associations, mais sans engagement personnel de leur part sur ce plan. De même, bien entendu, pour les fonctionnaires territoriaux en position d'expertise, mais pas nécessairement impliqués dans la vie locale pour autant. Au bout du compte, les passeurs et les passages, se comptent sur les doigts de quelques mains, et on ne tarde pas à les repérer dans le territoire, tant on les croise et recroise à tout propos.

Ces constats ne sont pas nouveaux. Toutes les sociétés locales génèrent des passeurs, en plus ou moins grand nombre, précieux pour la médiation entre les différentes fractions qui les composent. Ce qui frappe dans le Clunisois, c'est le **caractère très fluide de l'exercice de la médiation entre AC et AP. Pour une part des élus, l'ancrage dans la société civile est la base de leur culture politique. Pour une part des fonctionnaires et techniciens territoriaux, le métier est inséparable d'une mission d'intérêt territorial.** Les uns et les autres se reconnaissent dans ces postures et les valeurs qui les sous-tendent. Compte tenu du nombre peu élevé de ménages (6 626 en 2018), ces quelques dizaines de personnes peuvent jouer un rôle majeur dans la dynamique de la communauté, en particulier à Cluny et dans les communes alentours.

Le problème que pose ce constat positif, c'est sa fragilité. La culture de la médiation entretient une sorte d'atmosphère favorable aux projets, aux initiatives, à l'engagement, mais tout cela tient beaucoup aux personnes, leurs qualités propres, leur volonté. La pérennité de cette atmosphère et la renouvellement de celles et ceux qui la nourrissent est aléatoire. On a vu que la communauté attire des personnes qui sont précisément en quête de cette atmosphère,

où s'hybrident à la fois AC et AP, projets personnels et projets collectifs. Mais on a vu aussi l'inquiétude quant au vieillissement, la fatigue, le repli des « engagé.e.s historiques », dont personne ne peut dire comment ils et elles seront en quelque sorte remplacé.e.s le moment venu.

C'est un défi important pour le Clunisois, dont **la culture collective de l'engagement n'est pas éternelle**. Il est probable que, comme pour d'autres territoires et pour d'autres sujets, cette culture s'inscrit dans un cycle d'ordre générationnel, avec une phase d'innovation, suivie d'une autre de maturité, puis de déclin, et enfin d'effacement, avant que d'autres germes n'ouvrent un nouveau cycle. Mais peut-être aussi peut-on dire que plusieurs cycles s'entrecroisent, et que la fin de l'un côtoie le début de l'autre.

Au bout du compte, l'identification des passeurs de la médiation entre AC et AP dans le Clunisois conduit à **prendre la mesure de l'histoire de l'engagement dans ce territoire**, évidemment moins pour la constater et la subir que pour s'efforcer d'y participer et de l'infléchir.

La médiation entre action collective, citoyenne, autonome, et action publique, institutionnelle, politique, est le principal enjeu au cœur du présent diagnostic de l'engagement dans le Clunisois. Elle s'incarne dans des personnes, dont la présence, la densité, l'énergie instaure une atmosphère de relations qui n'est pas si fréquente ailleurs en France. Toute la question est la pérennisation de cette atmosphère, la transmission et la reproduction dans le temps de cette culture. C'est l'objectif des premières propositions concrètes qui suivent.

C'est de famille

Christophe Parrat, agriculteur, maire de Bonnay, vice-président de la ComCom : « J'ai 59 ans, je suis originaire d'un petit village du nord de la Haute-Saône, d'une famille d'agriculteurs, tous engagés dans le mouvement des Maisons Familiales Rurales et avec la JAC. L'engagement, chez nous, il est familial. Je suis venu en Saône-et-Loire en 1983, en stage de formation lors d'un Bac agricole, à Fauverney (21), puis définitivement en 1987 quand une place s'est libérée dans le GAEC, à Taizé, où l'on m'a proposé de m'associer. C'est un des plus vieux GAEC de France, il date de 1962, regroupe cinq exploitations du Clunisois dont la ferme de la communauté de Taizé. Les associés de l'époque étaient engagés dans les organisations agricoles, les mouvements chrétiens et aussi dans les collectivités. On a trois enfants, avec ma femme qui est ATSEM à Salornay : un qui est intermittent du spectacle dans la Drome, un ingénieur à Nevers, et une dans le tourisme et le développement territorial dans le Jura. La nouvelle génération n'est pas dans l'engagement de la même façon que nous. Elle est plus dans le lien social que dans la politique ou le militantisme, et encore moins dans le motif religion.

Je suis élu depuis 1989, et maire depuis deux mandats. Au village, on est sur une bonne dynamique d'engagement, mais il faut la pérenniser. Il y a de plus en plus de résidences secondaires, plus de 50 % dans certains hameaux. Pour l'intercommunalité, il y a eu bataille lorsque nous avons choisi de rejoindre le Clunisois. C'était le bon choix. Aujourd'hui, on réfléchit à une éventualité de fusion avec la commune voisine de Saint-Ythaire. On porte un projet d'envergure avec la Maison Demoron, pour en faire une maison d'accueil des familles monoparentales avec jeunes enfants. On réfléchit aussi à des projets en lien avec la transition écologique. Nous avons la chance d'avoir une épicerie dont les habitants sont actionnaires et des associations dynamiques sur le village. Pour garder la dynamique collective, et garder nos écoles rurales, nos commerces de proximité, il faut de bonnes idées, mais il faut aussi rester concrets ».



Dépositaire du patrimoine

Bruno Marguery est l'une des figures de la défense du patrimoine de Cluny. Depuis une dizaine d'années, il s'investit de multiples manières pour sa reconnaissance et sa mise en valeur, à travers son engagement associatif, la participation à des colloques et conférences, la publication d'articles et ouvrages... Actuellement, il préside deux associations, les Amis de Cluny (depuis 2021, sachant qu'il faisait partie du conseil d'administration dès 2014) et les Amis du musée d'art et d'archéologie de Cluny (depuis 2013). La première est la plus ancienne de Cluny dans ce domaine, créée en 1945, et œuvre pour la mise en valeur du patrimoine de Cluny. Elle compte un peu moins de 300 membres. La seconde, créée en 1994 pour promouvoir le musée, compte aujourd'hui 140 adhérents environ. S'il est né à Paris, une partie de la famille de Bruno Marguery est originaire du coin et il a fait ses études sur le site de Cluny de l'ENSAM. Sa carrière professionnelle dans l'aéronautique l'a fait résider à Paris et se détourner un temps des « vieilles pierres ». Revenu à Cluny depuis 6 ans, il a créé il y a peu sa propre structure de conseil, qui l'occupe à temps partiel. Lorsqu'on l'interroge sur les ressorts de son engagement, il évoque



Une des dernières réalisations des Amis de Cluny, le plan table devant l'avant nef à Cluny.

en premier lieu sa passion ancienne pour l'histoire, en second lieu sa rencontre avec l'archéologue américain Kenneth John Conant, lors de ses dernières venues à Cluny. Cette rencontre a produit chez lui un « déclic », fait naître un intérêt grandissant pour l'histoire de l'Abbaye. A propos du dynamisme associatif de Cluny, comme du lien avec les collectivités et les élus locaux, Bruno Marguery ne manque pas de partager son point de vue, ses idées et quelques anecdotes.

Il souligne tout d'abord la difficulté qu'ont les associations de défense du patrimoine à renouveler leurs bénévoles et membres actifs, à attirer les jeunes en particulier. Il confie ensuite qu'il existe certes un « réseau » informel des associations de défense du patrimoine à Cluny, que « tout le monde se connaît », mais que ces structures cohabitent plus qu'elles ne coordonnent leurs actions, avec un manque de visibilité et de lisibilité qui peut leur être dommageable. Bruno Marguery estime que ces associations devraient communiquer davantage sur ce qu'elles font auprès du grand public, que le rôle de conseil qu'elles peuvent avoir auprès des collectivités devrait être mieux connu. Il s'emploie, à son niveau, à mettre en circulation et à rendre visible : il fait en sorte que les AG et grands événements des deux associations qu'il préside ne se déroulent pas en même temps que ceux des autres associations, relaie auprès des membres de ces deux associations les événements organisés par d'autres, s'appuie sur le Journal de Saône-et-Loire pour diffuser certaines informations...

Il considère à titre personnel que la relation avec les élus locaux est bonne, dans une commune qui, malgré sa petite taille, est très politisée, où des intérêts peuvent s'opposer et des conflits se faire jour. Depuis notre entretien, il nous a indiqué que 2 réunions « Perspective Patrimoine » avaient été organisées par la Ville de Cluny et réuni les associations patrimoniales, afin de réfléchir de concert aux actions et projets à conduire. L'accord entre les équipes politiques communale et intercommunale est d'après lui un facteur aidant et devrait permettre d'accélérer des projets. Néanmoins, il constate que certains projets peinent à se concrétiser. Il faut dire que l'échelle de temps des projets de grande ampleur dépasse largement celle des mandatures, ils doivent donc résister à la succession des équipes politiques, dont les sensibilités peuvent changer. Bruno Marguery pointe d'ailleurs la dimension « hors d'échelle » du patrimoine de Cluny, comparativement à sa taille, « chance et malchance de la ville » : exceptionnel, ce patrimoine est très cher à entretenir, ce qui est difficilement à la portée d'une commune de 5 000 habitants.

Le technicien militant

Originaire du Nord de la France, et plus précisément de Dunkerque, Paul Dupas a longtemps vécu à l'étranger avant de s'installer dans le Clunisois. Cet ingénieur formé à Lille s'est pris de passion pour le bâtiment « sain et durable » et s'est intéressé à l'aménagement à partir de ce prisme. Alors que la norme HQE montait en puissance, il y a consacré son mémoire de fin d'études, puis s'est formé à la qualité environnementale du cadre bâti en parallèle de son premier poste de coordinateur de chantiers à la Réunion, y faisant des rencontres marquantes, de militants de Négawatt ou Envirobat-Méditerranée, de spécialistes du « bâtiment sain » comme Suzanne Déoux. Une vocation était née. Paul Dupas a alors postulé à Ecobâtiment, association québécoise promouvant le « bâtiment durable », et mis le cap sur Québec. D'abord chargé de mission, puis coordinateur général, il a pris la tête de cette association d'envergure nationale couvrant les champs de la formation et de la sensibilisation des architectes, ouvriers et ingénieurs, de la valorisation des initiatives, du conseil aux collectivités locales, et touché les problématiques de la réduction des émissions de GES, des réseaux de chaleur, du recyclage et de la réhabilitation de l'existant, de la rénovation thermique du bâti, etc.

La naissance de leur deuxième enfant approchant, lui et son épouse, Anne Auclair, Française rencontrée au Québec, ont souhaité rentrer en France. La question du lieu où poser leurs valises s'est rapidement posée. C'est le Sud Bourgogne qu'ils ont choisi. Anne Auclair y avait sa famille. La possibilité de tout faire à pied à Cluny, la proximité de Lyon et la bonne desserte par de grands axes de communication ont été des facteurs déterminants. Paul Dupas a d'abord trouvé un poste dans un bureau d'études à Paris, puis s'est mis à son compte, pour rejoindre ensuite la direction, à Lyon, d'un bureau d'études parisien. Il y a 2 ans et demi, il a intégré la ComCom du Clunisois où il est aujourd'hui directeur du pôle qui réunit l'aménagement, l'urbanisme, l'habitat, l'environnement, l'énergie, la mobilité, etc.

A son arrivée à la ComCom, une réflexion politique avait cours sur ces sujets mais il n'y avait pas assez de professionnels dans les services pour y travailler. Il s'est donc employé à constituer une équipe compétente pouvant prendre en charge ces sujets sans coûter trop cher. La ComCom vise la neutralité carbone en 2040, via notamment l'atteinte de 3 objectifs qui peuvent entrer en contradiction ou en conflit : la relocalisation de la production agricole, la production d'énergies renouvelables au sol et la séquestration du carbone via la préservation des espaces naturels. Paul Dupas s'attache à assurer la cohérence d'ensemble des actions, sachant que les domaines d'intervention du pôle ont été démultipliés et élargis, en lien avec la structuration des portefeuilles des élus référents, aujourd'hui au nombre de 8, et ce jusqu'à englober 12 agents. Il dit se sentir davantage animateur que directeur du pôle et a gardé des missions en propre, dans le domaine de l'aménagement. Sous l'égide de la DGS, il assure également la coordination de la direction des services techniques.

Il considère que la ComCom vit actuellement une étape de croissance : elle réunit beaucoup de matière, de politiques publiques, de techniciens et de compétences, elle s'est donné des perspectives de long terme qu'il s'agit de traduire techniquement. Le renforcement de la DST, projeté, devrait lui permettre de se consacrer davantage à l'animation, à la mise en synergie, car le risque de cloisonnement des services est fort selon lui. Au-delà de ses fonctions à la ComCom, ce jeune père de famille ne s'investit pas dans les associations locales. Il sait néanmoins qu'elles existent, qu'elles sont dynamiques et foisonnent. Il estime que c'est une grande chance pour un

territoire comme le Clunisois : les intercommunalités et plus largement les institutions ne peuvent faire seules, les politiques de transition écologique requièrent la sensibilisation, l'appropriation des objectifs et l'action de tous. Les associations peuvent être des relais et des acteurs majeurs en ce sens. Si pour lui travail associatif et travail politique doivent être séparés, le fait qu'un Clunisois sur 20 ait un mandat local garantit la relative proximité de l'institution par rapport aux citoyens, le sentiment d'être écouté et pris en compte. Il pointe néanmoins le risque de déconnexion par rapport à une partie de la population : avec des élus aussi visionnaires que Jean-Luc Delpuech, il faut redoubler d'efforts pour éviter que certains ne se sentent exclus, se désengagent voire s'opposent à certaines politiques visant pourtant l'intérêt collectif sur le long terme. A ce sujet, Paul Dupas souligne que le vécu de citoyens du Clunisois de communes très rurales, éloignées de Cluny, ne recoupe nécessairement pas le sien, et qu'il faut bien en tenir compte.

Apporter une expertise

L'APVLC a été créée en 1988 suite à l'arrivée du TGV dans le Val Lamartinien pour lutter contre les nuisances sonores, puis Henry Belouze, ingénieur à Massilly, maintenant à la retraite, a prolongé cet engagement sur le clunisois Cluny il y a 15 ans. Aujourd'hui, il en est le trésorier, un membre très actif du CA et surtout sa mémoire. C'est maintenant Yves Durand, ingénieur de formation lui aussi et lyonnais, qui préside l'APVLC. Henri Belouze et Yves Durand sont accompagnés de Martine Lafond dont la famille habite dans le clunisois depuis le 18ème siècle et, même si elle a beaucoup voyagé dans le cadre de sa profession (professeur), elle est revenue habiter dans le coin lors de sa retraite pour la beauté des lieux et la préservation exceptionnelle du paysage.

L'association a donc été créée pour lutter contre les nuisances sonores du TGV et de la RCEA puis son action s'est étendue à toute sorte de nuisance : nuisances olfactives, nuisances visuelles, nuisances technologiques, etc. Ils précisent bien qu'ils ne sont pas « contre tout », mais militent pour une meilleure réflexion lors de l'installation d'infrastructures de transport ou d'énergie. L'APVLC rassemble des membres aux profils divers dont chacun apporte son expertise : Henri pour les enjeux liés au TGV, Martine pour les questions de bruits et de 5G, il y a aussi un médecin retraité qui apporte son aide sur la problématique de la pollution de l'air, etc. Tous les trois expliquent que pour traiter un sujet difficile et démontrer la nuisance, il faut être crédible et donc avoir la capacité d'apporter des éléments factuels. Par exemple, avec le temps ils se sont équipés d'outils pour mesurer le bruit que faisait le TGV. Dans le cadre de la problématique du TGV, leur action a permis d'installer un mur anti-bruit sur le Val Lamartinien. Cependant, l'enjeu persiste à Cluny, ils militent donc auprès de la SNCF réseau pour obtenir gain de cause, ils ont d'ailleurs le soutien de la mairie dans leurs démarches. L'APVLC est devenue un acteur incontournable du territoire, elle a été représentée aux Pays d'arts et d'Histoire en tant qu'acteur du patrimoine clunisois.

Aller voir ailleurs

Anne Auclair fait partie des « enfants du pays » revenus récemment sur les terres clunisoises, forte d'expériences et d'engagements multiples. Elle a vécu dans un village de 400 habitants du Charolais jusqu'à ce que sa formation - une école de commerce lyonnaise tournée vers l'international - et sa soif d'aventure la poussent aux quatre coins du globe (en Allemagne, en Autriche, en Australie, aux Pays-Bas...), puis à s'établir pendant 15 ans au Québec. Une tranche de vie qui l'a mise très tôt et professionnellement aux prises avec les enjeux environnementaux, lui a fait croiser la route de grands engagés - qu'elle qualifie de mentors - dans ce domaine, découvrir le monde de l'ESS et diriger plusieurs associations. Depuis son retour en France et plus précisément dans le Clunisois en 2018, elle s'investit dans et pour la transition énergétique : chargée de mission TEPOS à la ComCom jusqu'à septembre dernier, elle a rejoint le CLER - réseau pour la transition énergétique en tant que responsable de projets Energie et Territoires et est notamment chargée de l'animation du réseau des « Territoires à énergie positive ». Lorsqu'on l'interroge sur ce dernier changement, elle exprime une double conviction : la ComCom est pour elle l'échelle essentielle pour mener la transition énergétique, mais elle ne se pense pas faite pour travailler en collectivité territoriale, qui exige une certaine personnalité à ses yeux. Elle insiste alors sur ce paradoxe : la nécessité d'opérer des changements rapides et profonds, pour relever les défis face à l'urgence, et le besoin d'engager tout un chacun dans ces changements, ce qui implique temps, méthode, capacité de rebond face aux déconvenues de toutes sortes qui peuvent survenir... une politique des petits pas pour mettre en œuvre de grandes ambitions !

Objectifs et propositions pour un « plan-programme » en faveur d'une politique communautaire de l'engagement

Comment **faire de l'engagement un champ de politique publique**, dont la particularité serait précisément qu'il ne relève pas de la seule action publique, mais bien d'une convergence avec le sujet lui-même, c'est-à-dire l'action collective ?

Concrétiser la « politique de l'engagement » qui a été plusieurs fois invoquée précédemment, **territorialiser cette politique**, c'est-à-dire lui donner la spécificité territoriale qu'elle appelle, **convaincre les engagé.e.s d'en être à la fois les bénéficiaires et les acteurs** : le défi est élevé. Nous suggérons de le relever à travers trois grands objectifs, déclinés en six propositions.

Objectif 1 : faire circuler les énergies, favoriser la mise en réseau, mieux connaître « l'écosystème de l'engagement » dans le Clunisois

Il se passe beaucoup de choses en matière d'engagement dans le Clunisois, mais qui le sait ? Partager le bonheur de l'engagement, chacun dans ses choix, serait enrichissant pour tous. Il faut relancer les énergies après le COVID. Qu'est-ce qu'on pourrait mieux faire en termes d'outils, de ressources, de moyens et moments communs ?

- > **Evénements re-mobilisateurs** : repenser le Forum des associations ? Appels à initiatives locales ?
- > **Outils de communication** : numérique, support médiatique (cf. « Place des Associations », la mailing list « Solidarité »), valorisation... ?
- > **Lieux-ressources communs** : fixes, accessibles (« tiers-lieux de l'engagement » ?), mobiles (cf. le Bus Marguerite), ... ?

Proposition n° 1 : lancer les « Rencontres de l'engagement »

Constats

- Le Forum des associations permet aux usagers de prendre connaissance de l'offre associative et joue une fonction utile de « guichet des guichets », mais il ne porte aucune dynamique au plan de l'engagement citoyen et présente un très faible intérêt au regard de sujets ouverts par le présent diagnostic. Il n'est plus réellement mobilisateur.
- Le Forum des associations reste une affaire essentiellement clunyoise, même si

beaucoup d'associations rayonnent bien au-delà de la commune de Cluny. Ce n'est pas un moment suffisamment « communautaire », c'est-à-dire rassembleur de l'ensemble des 42 communes du territoire.

- Des moments comme les conférences du CCIC ou les forums alternatifs (Alternatiba 2019 et 2015 par exemple) des années passées ont laissé de bons souvenirs, mais ils ne rassemblent pas toute la diversité du mouvement associatif, des formes d'engagement dans le territoire, et de la population. Il faut renouer avec cette énergie locale, et l'élargir.

Principes

- Les « Rencontres de l'Engagement » (« La Fête de l'Engagement », « La Foire de l'Engagement », « Le Carrefour de l'Engagement »... le nom reste à choisir) ont pour objectif de **promouvoir l'engagement habitant et citoyen sous toutes ses formes et pour tous ses motifs**, dans le territoire du Clunisois. Les deux mots-clés qui le définissent sont donc : « engagement » et « territoire ».
- Leur fréquence pourrait être annuelle ou biennale. **Chaque édition de ces « Rencontres »** pourrait porter sur **une thématique**, définie à partir du couple de termes précédents. Par exemple, la première édition en 2023 pourrait installer le rendez-vous sur le thème des « **ressources et communs** ». En 2024, le thème fédérateur pourrait être le **sport**, qui concerne de nombreux autres domaines (la santé, la jeunesse et l'éducation, l'alimentation, la solidarité, la culture et les loisirs, etc.). Et ainsi de suite.
- Les « Rencontres » sont conçues par les engagé.e.s, à partir d'un **appel à initiatives** porté par la CCC et dédié à l'organisation de l'événement. L'objet de cet appel est de désigner le groupement associatif ou citoyen qui sera porteur de l'événement, l'année suivante. Les réponses à cet Appel à initiatives doivent obligatoirement être multi-associations ou multi-collectifs, **fédérer et hybrider plusieurs domaines/champs de l'écosystème de l'engagement** (nous avons esquissé la schématisation de cet écosystème de l'engagement et ce travail est à poursuivre et approfondir).
- La nature, le sens, l'objectif, la forme de ces « Rencontres » sont l'objet des propositions faites à la CCC : **ce sont les associations et les collectifs engagés qui imaginent l'événement**, le conçoivent, l'animent. On peut proposer un événement sur un ou plusieurs jours, ou un cycle de rencontres, et donner à l'événement une tournure festive, ou réflexive et de formation, ou artistique, ou pragmatique et productive, ou expérimentale, ou un composé de toutes ces modalités.
- La CCC agit comme partenaire en appui du groupement inter-associatif et/ou de collectifs qui prend en charge les « Rencontres » : elle assure les **fonctions support** de l'événement et appuie le groupement dans la recherche et l'obtention des **financements spécifiques** de l'événement.
- Les « Rencontres » tournent dans le territoire de la CCC et sont organisées chaque année dans une commune différente.

Modalités pour avancer

- Inviter les associations, collectifs et citoyens du territoire à une première rencontre exploratoire pour débattre de la proposition, la partager, l'amender, l'ajuster. Cette première rencontre pourrait être aussi l'occasion de présenter et mettre en débat le présent diagnostic. Elle est envisageable à la fin du printemps ou au début de l'automne 2022, en fonction du calendrier événementiel du territoire.
- S'appuyer sur le Bus Marguerite pour diffuser la proposition dans toutes les communes.
- Explorer sans attendre les possibilités d'appuis thématiques que la CCC pourrait obtenir pour l'organisation d'un tel événement en 2023, auprès de la Région, d'agences de l'Etat et d'autres partenaires régionaux et nationaux.

Proposition n°2 : investir sur une communication portée en commun entre engagé.e.s et CCC

Constats

- Il y a un évident déficit de communication sur la multitude des initiatives dans le territoire et une tendance certaine au « silo » dans le monde de l'engagement aussi : les réseaux fonctionnent assez bien dans chaque domaine (patrimoine, tourisme, agriculture, ...) mais plus rarement entre eux et transversalement.
- La communication institutionnelle de la Communauté (et des communes le cas échéant) est indispensable et utile, mais elle demeure et doit demeurer celle des collectivités locales avant tout : les engagé.e.s sont et seront toujours attentifs à en rester indépendants.
- Pour autant, les outils de communication nés d'initiatives citoyennes et portés par elles (site internet, radio, ...) ne peuvent vivre dans la durée, dès lors qu'ils deviennent des outils de quasi-services publics, que s'ils trouvent des relais (technique, administratif, juridique, ...) auprès des collectivités.

Principes

- Faire vivre le site « Place des Associations »** en faisant de son avenir et de ses fonctions une affaire commune au monde associatif local et à la CCC.
- Lancer l'idée d'un « Journal d'engagement »** soit sous une forme autonome (le cas échéant lié à la proposition n°1), soit en insert dans le périodique communautaire « Ensemble ».

- Réinterroger les capacités de fonctions support de la CCC dans ces domaines (communication, gestion de sites internet et autres supports d'information-mobilisation) au plus près des contenus proposés par les engagé.e.s.

Modalités pour avancer

- Exploiter le matériau du présent diagnostic pour proposer sous une forme qui reste à définir un média grand public (qui peut s'incarner dans un numéro unique comme un périodique) sur le sujet de l'engagement dans le territoire du Clunisois.
- Réunir les engagé.e.s porteurs d'initiatives, de capacités et/ou de compétences dans le domaine de la communication, avec les agents et élus en charge des mêmes fonctions dans la CCC, pour mieux œuvrer en commun dans ce domaine.

Proposition n°3 : un annuaire des ressources matérielles (y compris les lieux accessibles) pour répondre aux besoins des collectifs et des associations

Constats

- Sur la question des lieux et de leurs ressources (accéder à une salle, la préparer pour un usage collectif, disposer de matériels divers...), on entend des avis variés, entre tensions diverses d'une part (surtout sur Cluny même), et potentiel avéré d'autre part (tout autour).
- En somme, le « marché commun » des ressources matérielles n'est pas suffisamment connu, et il est probable qu'il ne soit pas constitué.
- Les lieux en eux-mêmes ne sont pas l'enjeu, c'est le moment qu'ils permettent de cristalliser qui compte : le Bus Marguerite en est la preuve.

Principes

- Viser la réalisation, actualisable, d'un annuaire des ressources matérielles pour la vie des associations et les activités des engagé.e.s : lieux, mobilier, matériels, solutions techniques ... et des modalités de leur accès ou de leur mise à disposition.

Modalités pour avancer

- Soumettre la proposition aux maires et conseillers municipaux de la communauté.
- En cas de feu vert de leur part, lancer une enquête-inventaire et mettre en place un petit groupe de travail (élus et agents) pour concevoir et alimenter l'annuaire, actualisable chaque année.

Objectif 2 : vers une reconnaissance territoriale du bénévolat ? Prolonger le statut associatif du « bénévole » par une reconnaissance locale, à inventer

Il y a deux fois plus d'associations par habitant dans le Clunisois qu'en moyenne en France... c'est une richesse indéniable, qui signe, entre autres caractéristiques, le territoire, mais toutes les associations le disent, les membres actifs se font rares, ou du moins leur « renouvellement » est un enjeu constant ! En parallèle beaucoup de gens s'engagent autrement que sur le mode associatif, du bénévolat. Comment la Communauté de communes du Clunisois pourrait ouvrir à sa façon cette question de la reconnaissance de l'engagement ?

> **Quels avantages, ou droits, ou possibilités, ou facilités, ou valorisations, non lucratifs,** pourraient être proposés, par la Communauté, ou ses partenaires ?

> **Faut-il inventer un statut intermédiaire,** propre à l'économie sociale et solidaire et au monde de l'engagement, entre celui du pur bénévole d'une part et celui du professionnel salarié d'autre part ?

Proposition n°4 : reconnaître les bénévoles des structures de l'engagement citoyen en leur donnant accès à des ressources documentaires, des formations et des « outils »

Constats

- Pour les citoyens engagés, la reconnaissance se joue d'abord « de l'intérieur » : on cherche avant tout à être reconnu par ses pairs, par ceux avec lesquels on s'engage et pour lesquels on s'engage.
- Depuis les années 1900 et la loi de 1901, les sociétés se sont considérablement transformées, les modes et formes de l'engagement aussi. Il pourrait être opportun de réinventer les cadres qu'on utilise pour définir et saisir l'engagement citoyen, et notamment le bénévolat.
- La mémoire de l'engagement, des erreurs comme des réussites, a tendance à se perdre. Cela s'explique notamment par la discontinuité temporelle qui peut caractériser l'engagement citoyen aujourd'hui, et la culture de l'instantanéité qui travaille nos sociétés. Le bénévolat sur le temps long au sein d'une même association semble correspondre à une forme héritée : si elle n'a pas disparu, elle est peut-être moins « activable ». L'engagement se vit sous plusieurs formes, auprès et aux côtés d'acteurs variés et dans des temporalités différentes. Dès lors, comment assurer une mémoire de l'engagement ?
- Par leur action, les citoyens engagés répondent à des besoins collectifs, sans rétribution financière (si l'on met de côté les salariés d'association). A titre d'exemple, le temps

donné par les bénévoles d'associations sportives, culturelles et artistiques qui proposent des activités à destination des enfants et adolescents permet en quelque sorte aux collectivités d'« économiser des ETP ».

Principes

- Au titre de leur action au bénéfice d'autres qu'eux-mêmes, les bénévoles pourraient avoir des droits d'accès à des ressources mises en partage par la collectivité, telles que des documents (ex : fiches méthodologiques pour faciliter des démarches administratives), des lieux, mais aussi des formations. L'action des bénévoles pourrait en être ainsi facilitée, appuyée, renforcée, décuplée...

Modalités pour avancer

- Superposer les champs de compétence et les politiques publiques de la collectivité et le schéma de l'écosystème citoyen que nous avons proposé (à étoffer et préciser) pour identifier les domaines dans lesquels la collectivité dispose de ressources qui pourraient appuyer l'action, complémentaire, des citoyens engagés. NB : l'idée n'est en aucun cas de faire des citoyens engagés des « agents déguisés » de la collectivité, agissant dans les champs de compétence qui peuvent lui revenir, mais à titre gracieux.
- Lister les ressources dont dispose la collectivité et qu'elle pourrait mettre en partage qui pourraient appuyer les bénévoles et citoyens engagés dans leur action.

Objectif 3 : la médiation, une capacité, un apprentissage. Se former ensemble à la médiation entre action citoyenne et associative, et action publique et institutionnelle

La Communauté de communes du Clunisois a une forte culture de l'action citoyenne, de la participation, de la contribution de la société civile, mais pas forcément dans tous les domaines, dans toutes les pratiques et à tous les niveaux. Et l'art de la médiation ne concerne pas que la CCC, ses agents, ses élus, mais tous les acteurs du Clunisois. Comment se former pragmatiquement à la médiation, en partant de l'expérience de celles et ceux qui la pratiquent au quotidien ?

> **Que faut-il améliorer** : quels moments de la relation entre les engagé.e.s et les pouvoirs publics locaux ? Dans quels domaines ? En mettant en place quelles conventions ?

> **Quel cadre commun** se donner pour apprendre à converger toujours mieux et se former dans les domaines repérés ?

Proposition n° 5 : identifier et schématiser les registres d'action des mondes de l'engagement citoyen et ceux de la collectivité pour favoriser leurs articulations

Constats

- Les citoyens s'engagent pour des motifs et causes multiples, agissent dans des configurations variées. Ils peuvent tout à la fois pointer un nouveau besoin vis-à-vis duquel l'acteur public n'a pas encore construit de réponse, se faire lanceurs d'alerte et signaler une défaillance, un manque ou encore une injustice dans le traitement d'une problématique, œuvrer pour qu'un enjeu soit plus ou autrement pris en compte, notamment en construisant une expertise, militer pour que certaines préoccupations ne soient pas mises sous silence car considérées comme moins actuelles, pour que certains intérêts soient défendus, etc.
- La collectivité qu'est la Communauté de communes du Clunisois, si elle endosse toujours l'habit de l'acteur public, a différents rôles et modes d'intervention, selon la répartition des compétences avec les autres échelons, notamment territoriaux, ses relations avec les partenaires, etc.
- Vis-à-vis des mondes de l'engagement citoyen, selon les champs d'action investis, la posture de la collectivité peut différer, de l'impulsion à la coordination, en passant par la facilitation, l'intermédiation, etc.

Principes

- Lister et qualifier les différents registres d'action de l'engagement citoyen et identifier les postures de la collectivité par rapport à ces différents registres d'action afin de travailler à la meilleure articulation entre action collective et action publique.

Modalités pour avancer

- Poursuivre le travail de schématisation de l'écosystème de l'engagement citoyen dans le Clunisois, afin d'y faire figurer les différents registres d'action des structures d'engagement.
- Qualifier la posture actuelle de la collectivité vis-à-vis des structures d'engagement et ouvrir la réflexion sur les améliorations et évolutions possibles dans la relation avec ces structures d'engagement.
- S'appuyer sur des actions et projets prévus pour voir comment tirer parti des idées sur les meilleurs moyens d'articuler action collective et action publique issues de la réflexion.

Proposition n°6 : entretenir une « mémoire numérique » des expériences et savoir-faire de la médiation au sein de la collectivité

Constats

- Les élus vont au contact des populations, sont souvent invités à participer aux AG et autres temps forts des associations, connaissent les têtes de réseau(x) de l'engagement citoyen de leur territoire.
- Selon les champs sectoriels ou plus transversaux dans lesquels s'inscrivent les politiques publiques qu'ils mettent en œuvre, les agents de la collectivité développent des habitudes d'interaction - et parfois des projets communs - avec les citoyens engagés. Cependant, ils n'ont pas affaire aux mêmes structures d'engagement (associations, collectifs, etc.) et n'établissent pas les mêmes relations/liens avec elles.
- Lorsqu'un nouvel agent est recruté, lorsqu'il ne connaît pas le territoire et/ou prend son premier poste en particulier, il doit faire plusieurs apprentissages : celui des politiques et du fonctionnement de la ComCom, de ses relations avec les communes membres, les autres collectivités et les partenaires institutionnels, celui de l'engagement citoyen dans le territoire dans son domaine de compétence, et éventuellement celui des modes de relation entre la ComCom et les citoyens engagés.
- Un partage des expériences, en continu et/ou à l'occasion de quelques moments clés au cours de l'année, pourrait être bénéfique à tous les élus et agents de la collectivité, instruire les nouveaux projets et actions que la collectivité souhaite lancer

Principes

- Favoriser une culture de la médiation entre action de la collectivité et action des citoyens engagés, en interne à la ComCom, en capitalisant sur les expériences et initiatives réalisées, pour transmettre des savoir-faire, gagner en capacité, partager les bonnes pratiques.

Modalités pour avancer

- Réalisation de capsules vidéo dans lesquelles des élus et agents reviennent sur des initiatives et projets développés en lien avec des citoyens engagés, mises en ligne sur l'Intranet de la ComCom et donc accessibles et visibles par tout agent/élu de la collectivité, à tout moment.
- Dans la perspective du lancement d'un grand projet, assez transversal, par la ComCom (ex : réinvestissement du sanatorium de Bergesserin), organisation de différents temps d'échange entre agents et élus, afin de l'alimenter : différents services pourraient témoigner, faire part de leur expérience en matière de projets développés avec l'implication plus ou moins forte de citoyens engagés, puis initier un débat sur les conditions de réussite et de reproductibilité.

SYNTHESE - L'ENGAGEMENT DANS LE CLUNISOIS : TROIS FORCES, TROIS DOUTES ET TROIS PERSPECTIVES

Trois forces

- > **La culture politique** actuelle au sein de la communauté de communes, favorable à l'hybridation entre action publique et action collective.
- > **La dynamique de la néo-ruralité**, depuis plus d'une génération, qui attire des jeunes ménages et alimente le territoire en nouveaux porteurs de projet.
- > **Les habitudes d'ouverture**, sur les réseaux, sur les lointains, sur les autres en général, grâce à des institutions de haut niveau culturel bien ancrées à Cluny.

Trois doutes

- > **La capacité d'entraîner**, sinon toute la population du moins toutes les communes, dans l'engagement au bénéfice de l'affirmation de biens et services communs, par-delà les clivages sociaux et/ou territoriaux.
- > **La capacité de transmettre**, encore et toujours, les meilleurs acquis de l'engagement, quand les modalités de l'engagement changent et se font moins permanentes (crise du bénévolat, « s'engager sans s'engager » ...).
- > **La capacité de fédérer** les énergies de l'engagement, sans rajouter une couche supplémentaire de projets, de rendez-vous, de propositions à mettre en œuvre, dans un paysage de l'engagement déjà très sollicité, voire saturé.

Trois perspectives

- > **La relance post-COVID** de la dynamique sociale et du « faire ensemble », parce qu'il y a une attente, et des bonnes habitudes à rétablir.
- > **La progression par projets** (toujours), autour desquels cristalliser les engagements divers, et par lesquels faire la démonstration que « c'est possible ».
- > **L'invention progressive d'une « politique de l'engagement »**, commune aux pouvoirs publics et aux engagé.e.s, avec ses objectifs partagés en faveur de la démocratie contributive, ses réflexions permanentes et ouvertes sur « l'intérêt territorial », et sa montée en capacités et compétences collective.

